

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

ADA N° 370 // MAI 2012

www.defense.gouv.fr

M 01139 - 370 - F: 3,00 €



**SCHOENDOERFFER
CLAP DE FIN**

ARMÉES[♦]**D'AUJOURD'HUI**

FORCES EN ACTION

- 10** Djibouti, chaleur sur la piste
- 14** Portrait
- 16** Portfolio
- 18** Les opérations en bref

ENJEUX

- 20** Changements climatiques et guerres : des liaisons dangereuses ?

MODERNISATION

- 22** Un soutien simplifié pour une plus grande efficacité
- 23** Brèves
- 24** Sillage : la dématérialisation des demandes de soutien

FOCUS DEFENSE

- 26** Aumôneries : questions de foi
- 30** Durance, une réponse à l'urgence
- 32** Nawas 2012 : la défense aérienne de demain
- 34** Cèdre bleu : exercice franco-libanais
- 36** DGSE recherche spécialistes
- 38** Morphée : réanimer en plein ciel
- 42** Repères

PERSPECTIVES

- 64** Histoire

KIOSQUE

- 66** Sélection

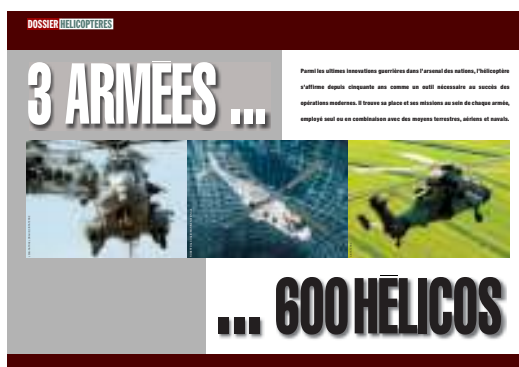


4

FORCES EN ACTION

Cenzub, avec les paras de Sa Majesté

Un exercice franco-britannique s'est déroulé mi-mars au Centre d'entraînement aux actions en zone urbaine. Objectif : renforcer l'interopérabilité entre les deux pays.



44

DOSSIER

3 armées... 600 hélicoptères

L'hélicoptère est depuis 50 ans un outil nécessaire au succès des opérations. Au sein de chaque armée, il est employé seul ou en combinaison avec des moyens terrestres, aériens et navals.



60

DÉTOURS CULTURE

Schoendoerffer, un cinéaste engagé

Le romancier et cinéaste Pierre Schoendoerffer est décédé à 83 ans. Il laisse en héritage une œuvre littéraire et cinématographique marquée par les guerres d'Indochine et d'Algérie...



ARMÉES D'AUJOURD'HUI. Directeur de la publication : Gérard Gachet. Directeur de la rédaction : colonel (terre) Benoît Trochu. Chef du bureau de la rédaction : lieutenant-colonel (air) Bruno Cunat. Rédacteur en chef : lieutenant-colonel (terre) Philippe Dupas. Rédacteur en chef adjoint : capitaine (terre) Anne-Lise Llouquet (01 44 42 48 01). Conception graphique : Olivier Spadaccini. Secrétaire générale de rédaction : Sybille Prenel. Secrétariat de rédaction : Juliette Démoutiez, Yves Le Guludec. Chef des reportages : sergent-chef (terre) Alban Vasse (48 02).

Rédaction : enseigne de vaisseau Grégoire Chaumeil (40 04), Paul Hessenbruch (55 05), Éléonore Krempff (44 35), Samantha Lille (47 27), Nelly Moussu (46 29). **Prestations intellectuelles :** Thomas Bourgeon, Hervé Drévilion, EMA-SGA, Jean-Claude Jaeger, enseigne de vaisseau Marine Monjardé, Frédéric Ramel. **Service photo :** adjudant-chef (air) Bruno Biasutto (47 44), CCH (terre) Jean-Jacques Chatard (46 98). **Service icono :** Christophe Deyres (48 35), Carole Vennin. **Chef de fabrication :** Thierry Lepesch : 01 44 42 32 42. **Photogravure :** Open Graphic Media. **Impression :** Imaye Graphic. Routage : CRP. Commission paritaire n° 0211 B 05686. **Dépôt légal :** février 2003. Dicod - Ecole militaire - 1, place Joffre - 75007 Paris. **Abonnement payant (ECPAD) :** 01 49 60 52 44. routage-abonnement@ecpad.fr. **Diffusion - abonnement gratuit :** sergent-chef (air) Céline Butaud : 01 44 42 40 07. celine.butaud@dicod.defense.gouv.fr; **Contact publicité (ECPAD) :** Christelle Touzet : 01 49 60 58 56 / regie-publicitaire@ecpad.fr. **Photo de couverture :** le cinéaste Pierre Schoendoerffer épuisé après une marche de dix heures au Laos/Jean Péraud/ECPAD

L'exercice franco-britannique au Centre d'entraînement aux actions en zone urbaine (Cenzub) s'est déroulé mi-mars. Il opposait deux sous-groupements tactiques interarmes, soit 369 personnes, 72 véhicules et 52 blindés mobilisés pendant 72 heures. Destinée à renforcer l'interopérabilité entre les deux pays et placée sous un commandement binational, cette mise en situation a permis aux forces en présence de développer des procédures communes et complémentaires.

PAR PAUL HESSENBRUCH / PHOTOS : JEAN-JACQUES CHATARD / DICOD

Cenzub

Avec les paras de Sa Majesté

**L'assaut a été donné
dans le village,
les combats font rage,
les forces britanniques
progressent
vers le centre-ville.**





« Dans un village, les troupes disposent d'un espace réduit, chaque coin de rue peut être un traquenard. »

Ci-dessus : la fumée des grenades et les détonations transforment la tranquille « petite ville » de Beauséjour en champ de bataille.

Ci-contre : le combat en zone urbaine est complexe et nécessite un entraînement spécifique. Dans un espace confiné où les rues sont parfois étroites, fantassins et blindés doivent cohabiter en tenant compte de la population.





Niché dans le camp militaire de Sissonne, dans l'Aisne, Beauséjour ressemble à s'y méprendre à une véritable petite commune. Une mairie, une gare routière, une rue commerçante : la réplique quasi parfaite d'un village de province. Mais, ici, ne cherchez pas les habitants, il n'y en a pas. Les seules personnes qui empruntent les rues sont des participants aux exercices du Centre d'entraînement aux actions en zone urbaine (Cenzub). Si l'accent anglais s'y fait entendre aujourd'hui, ce n'est donc pas vraiment pour le charme des lieux ni pour une visite touristique. *« Je veux que vous soyez parfaitement concentrés et attentifs à tous les signes qui pourraient s'apparenter à une menace. Les conditions météo ne sont pas très bonnes. C'est plutôt mieux pour nous. Pas de risque inconsidéré, au moindre doute, rendez compte de la situation »*, récapitule le major Todd, commandant la compagnie alpha du 3^e parachute regiment (3^e Para), qui regroupe ce matin ses troupes sur une route à quelques encablures du village.

L'objectif de la journée : reprendre le contrôle de la mairie, tombée aux mains de la Forad (la force adverse, jouée par des militaires du Cenzub). Y participent la 3^e Para et le 1^{er} régiment de hussards parachutistes (1^{er} RHP) de Tarbes qui composent deux sous-groupements tactiques interarmes (SGTIA). En tout, 369 personnes, 72 véhicules et 52 blindés sont mobilisés pendant 72 heures pour un exercice bilatéral de combat en zone urbaine.

La diversité des missions participe à l'entraînement des hommes

Le major Todd a dirigé son unité à peu près partout où les forces armées britanniques ont été déployées ces dernières années : il s'est rendu trois fois en Irak, deux fois en Afghanistan et, à chaque fois, ces missions ont conduit ses hommes à connaître les combats les plus durs. Mais, malgré cette expérience, planifier une mission dans un village, même dans le cadre d'un entraînement, reste complexe. *« Chaque terrain est différent. Dans un village, les troupes disposent d'un espace réduit et chaque maison ou coin de rue peut être un traquenard »*, explique-t-il. Pour les aider dans leur progression, les paras britanniques sont renforcés par un peloton Leclerc du 12^e régiment de cuirassiers (12^e RC) d'Olivet. Autour de la carte du village, le major sollicite le ■■■



« Nous disposons de ce genre de centre en Grande-Bretagne, mais aucun ne s'approche d'aussi près de la réalité. »

Ci-dessus : postés autour de la carte du village, les « stagiaires » sont attentifs au briefing sur la situation tactique.

À droite : à la lisière du village, les véhicules d'une section britannique assurent la couverture des troupes débarquées avec leurs armes de bord.

Ci-dessous : les Britanniques, munis de leurs échelles leur permettant de franchir les obstacles, progressent rapidement, couverts par les Leclerc du 12^e RC.





■ ■ ■ lieutenant Quieres, le chef de peloton : « Je veux que les chars soient d'abord postés sur les hauteurs de la ville pour qu'ils puissent tirer sur des objectifs que je désignerai. Une fois que les premières menaces seront maîtrisées, je compte sur vous pour faire entrer mes hommes jusqu'à la place de la mairie. » Le Français, chef de peloton, acquiesce. « Nous avons des cultures dissemblables. Les Britanniques ont moins l'habitude d'être appuyés par la cavalerie lourde. Ce sont des méthodes de travail assez différentes, mais qui apportent une autre vision, estime le lieutenant Quieres. En dépit de la différence de langue qui freine certaines communications, notamment radio, l'entente entre les deux armées se fait naturellement. »

Les manœuvres, suivies en temps réel, sont débriefées chaque soir

10 h 30 : l'assaut est donné dans le village. Comme prévu, les chars Leclerc franchissent le pont qui mène au centre-ville, tout en protégeant une colonne d'une dizaine de paras britanniques. La manœuvre s'effectue sous les tirs nourris de la Forad, bien décidée à ne pas lâcher la mairie, centre névralgique du village. Maison après maison, les Britanniques, munis de leurs échelles, franchissent les obstacles. La fumée et les détonations transforment Beauséjour en véritable champ de bataille. Pendant près d'une heure, les combats font rage. Les Britanniques, en supériorité numérique, parviennent à neutraliser la Forad. Dans l'instant, il faut aussi organiser les secours. Armés de leurs civières dépliables et ultralégères, les Anglais parviennent à rapatrier les blessés à l'arrière du champ de bataille pour leur prodiguer les premiers soins. Pendant ce temps, au centre opérationnel, la manœuvre est suivie en direct sur écran géant. Pour l'exercice, tous les acteurs ont été équipés de capteurs électroniques afin de simuler les tirs et les impacts. Chacune des forces en présence est ainsi représentée par un code couleur distinct, ce qui permet de visualiser la progression des SGTIA et de la Forad. Ici, chaque soir, les commandants d'unité débriefent la journée, analysant les points positifs et les phases à améliorer. Sur le terrain, au contact des hommes, les instructeurs du Cenzub jouent en permanence le rôle d'arbitre conseiller. Lorsqu'un tir de char est simulé, ils déterminent les

dégâts et les pertes. « Tous les scénarios qui se déroulent dans le centre-ville sont fidèles aux retours d'expériences que nous avons des conflits en zone urbaine », affirme le commandant Gandelier, instructeur du Cenzub.

Dans le village, Il faut maintenant vérifier chaque endroit reclus pour s'assurer que les hommes de la Forad ne s'y trouvent pas. « C'est un exercice périlleux car même si la Forad n'a pas l'avantage numérique, elle connaît le secteur par cœur. C'est une des spécificités du combat en zone urbaine : l'ennemi maîtrise chaque coin et recoin où se cacher ainsi que celui où il est possible de tendre un piège. La progression est toujours délicate », estime l'un des arbitres conseillers du Cenzub.

Pour le lieutenant Scott Ratcliff, Beauséjour apporte une vraie plus-value : « Nous disposons de ce genre de centre en Grande-Bretagne, mais aucun ne s'approche d'aussi près de la réalité. Il est toujours intéressant de pouvoir mener un entraînement "à la française", en développant des procédures communes. »

Une coopération franco-britannique indispensable

Cet exercice est aussi une étape vers l'un des objectifs définis lors des accords de Lancaster House du 2 novembre 2010 : disposer d'une force interarmées projetable (Combined Joint Expeditionary Force, CJEF) composée d'éléments de brigades françaises et britanniques, placée sous le commandement d'un état-major binational. Le général Paulet, commandant la 11^e brigade parachutiste, insiste sur les points d'amélioration. « Nous avons encore des progrès à réaliser en matière d'interopérabilité. C'est-à-dire que nous devons développer des systèmes d'information et de communication qui puissent mieux s'adapter les uns aux autres », juge-t-il.

Pour son homologue britannique, le général Hills, commandant la 16th air assault brigade de Colchester, cette coopération est tout simplement indispensable : « Nos deux pays connaissent les mêmes théâtres d'opération et nos deux armées ont intérêt à multiplier ce type d'échange et ce genre d'exercice. Je pense que nous avons à apprendre des autres. » La force franco-britannique interarmées projetable au terme des accords devra être opérationnelle en 2016. ■

FORCES EN ACTION



Les conditions climatiques de cette région du globe éprouvent les hommes du 25^e RGA comme leurs matériels.

Djibouti chaleur sur la piste

PAR SAMANTHA LILLE / PHOTOS : JEAN-BAPTISTE TABONE / FFDJ

Experts dans le domaine des travaux d'infrastructure aéronautiques, les sapeurs du 25^e régiment du génie de l'air ont été chargés de refaire le tarmac gros porteur de la base aérienne de Djibouti. Un chantier de grande ampleur mené dans des conditions difficiles.





« Entre tous ces hommes, très peu d'échanges.
Chacun sait ce qu'il doit faire et qu'il doit le faire vite. »

Ci-dessus : les aéronefs de l'aéroport de Djibouti, où des travaux herculéens sont engagés depuis 2010, côtoient les engins de chantier pilotés par du personnel de l'armée de Terre placé pour emploi auprès de l'armée de l'Air. La fin du chantier est prévue pour juin.

Ci-dessous et ci-contre : derrière le train de pose, un monstre de 37 tonnes, un groupe assure les finitions, vérifiant que le béton a été correctement posé et qu'il ne comporte aucun défaut. Protégé par une combinaison et un masque, un sapeur applique une substance chimique qui ralentit le séchage en surface. Le béton maigre qui vient d'être coulé devra reposer pendant sept jours. La dernière couche pourra ensuite être posée.





« **A**ttention, accès interdit au public. » Derrière ce panneau, un petit groupe d'hommes vêtus de gilets de sécurité et de leurs équipements de protection individuelle s'active. « *Ok, c'est parti, je la lance* », crie l'un d'eux. Quelques secondes plus tard, un vrombissement retentit. Un monstre de 37 tonnes se met à ingurgiter plusieurs mètres cube de béton. Perché sur la machine – un train de pose à béton – le sapeur aux commandes veille à ce que la bête ne s'emball pas...

À quelques centaines de mètres de là, un mirage 2000 D est au roulage, un avion de patrouille maritime Atlantique 2 atterrit. Sur le parking ATT (Aire de transit tactique) de la base aérienne 188 des forces françaises de Djibouti (Corne de l'Afrique) en ce matin d'avril, la chaleur sèche est étouffante, sur une surface en cours de bitumisation.

Depuis novembre 2010, les aéronefs de la base côtoient au quotidien les engins de chantier. Pour les mettre en œuvre, une unité singulière : le 25^e régiment du génie de l'air (RGA). Armé par du personnel de l'armée de Terre placé pour emploi auprès de l'armée de l'Air, il met ses compétences à la disposition des aviateurs, aussi bien en métropole qu'à l'étranger et en opex. Ses missions consistent à remettre en état ou construire des infrastructures aéroportuaires. Le chantier djiboutien, lui, est hors normes. Les chiffres pour la réfection du parking construit par les Djiboutiens, donnent le vertige : une surface de 30000 m², l'équivalent de 6 terrains de foot, un coût de 6 millions d'euros, 20000 m³ de béton, soit plus de 3000 rotations de camions.

Réfection en plusieurs phases

En 2009, des experts du 25^e RGA font état de la dégradation du tarmac et de la nécessité de réaliser des travaux. Un an plus tard, la piste s'affaisse lors du roulage d'un aéronef étranger. La rénovation est impérative. Elle permettra au passage l'utilisation de la piste par le futur avion de transport gros porteur A400M.

Afin de maintenir la capacité opérationnelle de la base – quatre avions doivent pouvoir stationner en permanence – la réfection a été prévue en plusieurs phases.

« *Vérifie le palpeur droit s'il te plaît* », lance à l'un de ses collègues le pilote du train de pose à béton, du haut de son pupitre de commande. Celui-ci, recouvert de diodes, lui donne une vision d'ensemble de la progression de la machine et lui indique le moindre problème. Au sol, de chaque côté du train, deux autres hommes – les régleurs – traquent d'éventuels défauts

et les corrigent dans la foulée. Cette pose de béton se fait au millimètre près : chaque bande doit mesurer 5 mètres de large, 101 de longueur et 34 centimètres d'épaisseur.

Un premier camion de 8 m³ dépose le béton dans la machine, cinq autres suivront dans la foulée. Il s'agit de béton maigre (appauvri en ciment), une des différentes couches de la structure. « *En métropole, nous assurons la production de notre béton. Ici, nous avons fait appel à une société privée. À chaque livraison, nous nous assurons de sa qualité* », explique le lieutenant-colonel Beuchet, officier adjoint de la direction d'infrastructure de Djibouti

Pendant quatre heures non-stop, les sapeurs œuvrent sous une écrasante chaleur. S'en suivront deux heures de nettoyage intensif. Quelques bouteilles d'eau, des lunettes de soleil et des casques antibruit leur permettent de limiter les désagréments liés à la chaleur et aux nuisances sonores. La machine absorbe le béton en tas, le répartit sommairement et le fait vibrer pour chasser les bulles d'air.

Une minute pour réagir

Avec la température élevée, la substance sèche très vite et en surface. « *Nous avons une minute pour réagir après l'avoir posée et corriger une éventuelle erreur* », souligne le capitaine Mathieu Morales, chef du détachement du génie de l'air. Trois opérateurs topographes armés de leur niveau de chantier sont à pied d'œuvre. « *Nous vérifions que la hauteur du béton correspond aux câbles qui ont été installés au sol pour guider la machine* », précise le caporal Lopez. Cinq autres personnes, accroupies, talochent en main, enchaînent les mouvements circulaires afin de rendre le matériau très compact.

Chacun de ces hommes sait ce qu'il doit faire et qu'il doit le faire vite. Une fois posé, on balaie le béton pour augmenter son adhérence. Lorsqu'il commence à prendre, une quinzaine de minutes après son application, un sapeur enfle une combinaison de protection et un masque. Il va appliquer une substance très toxique qui ralentit le séchage en surface. Son avancée est lente, minutieuse, méthodique. Avant d'entamer la dernière phase de bétonnage, cette couche devra reposer pendant sept jours. La superposition de différents matériaux permet d'augmenter la portance de la structure.

« *D'ici un mois, les températures avoisineront les 50° C*, confie le chef de détachement. *La réfection se poursuivra alors en horaires décalés.* » La livraison du parking est prévue pour juin. Il retrouvera alors sa pleine capacité opérationnelle. ■

Plongeur de la Marine depuis vingt ans, Sébastien Gadea est l'un des rares hommes à avoir côtoyé le monde des abysses. Un exploit rendu possible grâce au scaphandre Newtsuit, dont il fut longtemps le seul utilisateur. À 38 ans, il prend sa retraite, des souvenirs plein la tête.

Bien dans sa bulle

Atravers la bulle translucide de son scaphandre, Sébastien Gadea affiche un large sourire. Cette imposante cuirasse de plongée pourvue de deux pinces aux extrémités des bras semble tout droit sortie d'un roman de Jules Verne. Et pourtant, rien de plus sérieux. Le plongeur enfle cette « deuxième peau » encombrante par les jambes, puis il rabat le buste et enfin le casque. Deux marins de la Cephismer, la Cellule plongée humaine et intervention sous la mer, s'assurent de l'étanchéité du scaphandre. Le Newtsuit, c'est son nom, est le seul exemplaire de la Marine nationale. Longtemps, le maître principal Gadea en a été l'unique utilisateur.

L'ensemble de cette armure sous-marine pèse trois fois le poids de Sébastien, mais « elle me permet d'intervenir à une plus grande profondeur que les équipements de plongée traditionnels ». Car le Newtsuit est un scaphandre atmosphérique dans lequel l'utilisateur n'est pas exposé à la pression absolue de l'eau. « Ma mission prioritaire est l'assistance d'un sous-marin en perdition, explique Sébastien Gadea. Pour l'équipage d'un submersible accidenté, la priorité est de mettre en place un système de ventilation. Sur alerte, le scaphandrier peut intervenir en pleine mer depuis un navire porteur. Une fois en plongée, je fixe des manches de ventilation sur la coque du sous-marin, permettant ainsi une évacuation de l'air vicié et un apport d'air frais à l'équipage. C'est un exercice que je répète en conditions réelles, notamment lors de rendez-vous multina-

tionaux. » Le système Newtsuit, développé à l'origine pour des plates-formes offshore, bénéficie des meilleures avancées technologiques et peut fonctionner à des profondeurs extrêmes. Il est mis à l'eau à partir d'un portique et d'une nacelle. « Le scaphandre peut plonger jusqu'à 300 mètres. À cette profondeur, la visibilité est quasi nulle et la température de l'eau avoisine les 3 °C. On se situe alors à la frontière entre le monde de la faune sous-marine qui remonte à la surface et celle qui vit dans les abysses sans jamais voir le jour. »

Sébastien s'est engagé à 18 ans, en

c'est très différent. Je dois faire preuve de dextérité et de patience. Ma sécurité est essentiellement assurée par l'équipe en surface avec laquelle le dialogue est permanent. Mais je garde la maîtrise du renouvellement de l'air avec une cartouche filtrante et le débit des bouteilles d'oxygène placées dans mon dos. Pour me mouvoir au fond de l'océan, j'utilise des moteurs fixés au niveau de la taille que je pilote à l'aide de pédales. »

Au bout de trois ou quatre heures, Sébastien retrouve la surface et s'extirpe éreinté du scaphandre : « C'est très inconfortable, mais, en mode survie, je peux

« Le risque est permanent, mais une fois immergé, l'idée même du danger ne me traverse pas l'esprit. Je suis même très serein. »

1992, dans le but de devenir commando marine. Une mauvaise chute le détourne de sa vocation. Aujourd'hui, le marin n'est pourtant pas en reste. Peu de plongeurs peuvent se vanter d'avoir atteint une telle profondeur. Et pour cause : il n'existe que vingt-trois exemplaires du Newtsuit dans le monde. « Le risque est permanent, mais une fois immergé, l'idée même du danger ne me traverse pas l'esprit, assure-t-il. Auparavant, j'étais plongeur démineur. En 2006, j'ai effectué une opération de déminage au large du Liban qui m'a valu la Croix de la Valeur militaire et la Médaille militaire. Lors de cette intervention, notre sécurité dépendait de notre rapidité d'exécution, notamment sur les engins explosifs. Avec ce scaphandre,

rester 48 heures en plongée. » Fin avril, après vingt ans de service, le maître principal de la Marine a retrouvé la vie civile, et la formation de son successeur est déjà assurée. « J'ai réalisé ma dernière plongée militaire sur l'épave d'un trois-mâts en collaboration avec le département des recherches archéologiques sous-marines, dépendant du ministère de la Culture. C'est une expérience hors du commun. Je suis resté deux heures et demie sous l'eau pour investiguer l'épave de La Lune, un vestige du XVI^e siècle. C'est mon plus beau souvenir. Lorsque ma fille sera plus grande, je lui dirai que son papa a marché sur la Lune. » ■

Grégoire Chaumeil

> rencontre



La mission prioritaire de Sébastien : l'assistance aux sous-marins en perdition. Une opération rendue possible grâce au Newtsuit, qui permet de descendre jusqu'à 300 mètres.

FOR THE FORTRESS





JEAN-JACQUES CHATARD/DICOD

1 - Rafale
Tuyères
de réacteurs
M 88 de
l'avion de
combat
Rafale.

2 - Hélice
L'hélice de la
frégate anti-
sous-marin
*Latouche-
Tréville*
retrouve
l'élément
liquide à
l'issue d'un
carénage
à Brest.

3 - Puma
Hélicoptère
Puma de
l'aviation
légère de
l'armée
de Terre,
lors d'une
présentation
Terre-Air-Mer.

4 - Caesar
Le camion
équipé d'un
système
d'artillerie
allie
puissance
de feu et
mobilité.

5 - Jean Bart
La frégate
antiaérienne
Jean Bart
dans le port
de Toulon.

ALAIN MONOT/OPAR BREST/MARINE NATIONALE



JEAN-RAPHAËL DRAHI/SIRPA TERRE



JEAN-RAPHAËL DRAHI/SIRPA TERRE



JOËL TRIANTAFYLIDES/MARINE NATIONALE

12/04 AFGHANISTAN OFFICIALIZATION DE LA TRANSITION EN SUROBI

Sur la base opérationnelle avancée de Surobi, le transfert officiel de responsabilité aux autorités afghanes a eu lieu lors d'une cérémonie présidée par M. Alizai, gouverneur de la province de Kaboul, en présence de Bernard Bajolet, ambassadeur de France en Afghanistan. Ce transfert a été mis en œuvre par le groupement tactique interarmes Picardie stationné en Surobi. L'engagement des militaires français, depuis 2006, a permis de rétablir la sécurité dans le district et d'accompagner la montée en puissance des forces afghanes.



Cette cérémonie marque la dernière étape du processus de transition pour la province de Kaboul. Elle constitue l'aboutissement d'un partenariat dont les actions des soldats afghans, afin de protéger les civils

notamment, illustrent les efforts des autorités afghanes pour rétablir leur souveraineté, mettre en place des institutions, une administration et des services viables pour la population.

JEAN-FRANÇOIS DARCANGUES/ECPAD

07/04 ATALANTE INTERCEPTION DE PIRATES PAR LA FRÉGATE ACONIT

Aconit, la frégate engagée dans Atalante, l'opération européenne de lutte contre la piraterie, a intercepté puis neutralisé un groupe de pirates à près de 600 km au large de la Somalie. Alors que le navire français se dirigeait vers le nord de la Corne de l'Afrique pour y rejoindre la frégate espagnole *Infanta Elena* et prendre en charge



MARINE NATIONALE

19/03 AFGHANISTAN FORMATION DE POLICIERS LOCAUX AFGHANS



ARMÉE DE TERRE

Le *Battle Group Tiger*, appuyé par cinq instructeurs de la police nationale afghane, a formé une quarantaine de policiers locaux afghans (ALP) qui seront affectés dans la région de Shekut, à l'entrée de la vallée d'Alasay. Le groupe de commandos montagne de *Tiger* a d'abord mené une formation portant sur les actes réflexes du

combattant, l'instruction au tir et les réactions à adopter face à une embuscade. Une initiation à la menace que représentent les engins explosifs improvisés et une formation au secourisme de combat ont aussi été dispensées. Puis l'instruction aux techniques de police a été conduite par les policiers afghans du *District Center Police* de Tagab, eux-mêmes préalablement formés par les gendarmes de la *Police Operational Mentoring and Liaison Team*. Cette formation portait sur l'usage de la force, les modalités de la légitime défense ou encore l'arrestation d'un suspect. Depuis le début de l'année, 160 ALP ont été formés à Nijrab par le *Battle Group Tiger*.

15/04 TCHAD DÉPLOIEMENT DE TROIS MIRAGE 2000 D ET D'UN C-135

Dans le cadre d'un entraînement, un détachement de trois Mirage 2000 D ainsi qu'un avion ravitailleur C-135 venu de France ont été temporairement déployés au Tchad. La capacité des aéronefs de l'armée de l'Air à se projeter depuis la métropole sur un théâtre d'opérations extérieures éloigné doit être régulièrement validée. Ainsi, le déploiement d'aéronefs sur de longues distances contribue à exercer le personnel navigant. La longue distance parcourue depuis la France – 5 500 km – a notamment permis l'entraînement au ravitaillement en vol.

l'escorte d'un navire du Programme alimentaire mondial, elle a repéré une baleinière remorquant un skiff. L'éloignement avec la côte et l'absence d'activité de pêche ont immédiatement éveillé les soupçons des marins de l'*Aconit*. L'interception a alors été rapidement ordonnée. Après la mise à l'eau d'une embarcation rapide semi-rigide, l'équipe de visite a intercepté en quelques minutes la baleinière et ses huit occupants, ainsi que le skiff remorqué. Du matériel – grappin, armes, etc. – lié à des activités de piraterie a été retrouvé à bord.

29/03 SSA ACTE CHIRURGICAL SUR LE DIXMUDE

Le bloc opératoire du bâtiment de projection et de commandement (BPC) *Dixmude* a été inauguré en mer Rouge, un marin de la frégate *Georges Leygues* ayant dû y être transféré pour y subir une intervention chirurgicale. Cette opération a été réalisée avec les mêmes standards chirurgicaux que ceux d'un hôpital à terre. Elle a permis d'éprouver les installations hospitalières du bord, parfaitement opérationnelles, avant que le BPC *Dixmude* ne soit incorporé à l'opération européenne Atalante de lutte contre la piraterie.

JONATHAN BELLEVAND/MARINE NATIONALE



Au terme d'une cérémonie à bord du navire espagnol *Patino*, la France a pris, pour la seconde fois, le commandement de la *Task Force 465* dans le cadre de l'opération Atalante.

Le contre-amiral français J.-B. Dupuis, qui succède au contre-amiral espagnol J. Manso, commandera la force depuis le bâtiment de commandement et de ravitaillement *Marne*, qui embarquera son état-major

constitué de 38 personnes parmi lesquelles 10 alliés de 8 nationalités. Le contre-amiral commandera pendant quatre mois cette force composée, selon la période, de 5 à 10 bâtiments et de 2 à 3 avions de surveillance et de patrouille maritime. Engagée contre la piraterie depuis 2007 pour répondre à l'appel du Programme alimentaire mondial, la France a été moteur dans la mobilisation internationale et le lancement de l'opération Atalante en 2008. Dans ce cadre, elle met en œuvre en permanence une frégate et assure un soutien logistique aux autres pays participants par l'intermédiaire des forces françaises de Djibouti.

16/04 ÉMIRATS ARABES UNIS DÉBUT DE L'EXERCICE BILATÉRAL GULF 2012

Préparé de longue date par les forces françaises aux Émirats arabes unis et les forces armées émiriennes, l'exercice bilatéral Gulf 2012 a débuté à Abou Dhabi. Des manœuvres de grande

ampleur au sein des composantes terrestres, maritimes et aériennes sont prévues. L'organisation prévoit un travail en binôme, un Français secondant un Émirien dans chaque cellule de l'état-major opératif.

17/04 CÔTE-D'IVOIRE CHANGEMENT DE COMMANDEMENT DE LA FORCE LICORNE

Le colonel Marc Conruyt, chef de corps du régiment d'infanterie de chars de marine (RICM), a succédé au colonel Daniel Jaunin au commandement de la force Licorne en Côte-d'Ivoire. Celle-ci se compose d'un état-major tactique, d'un élément de logistique, d'un escadron sur ERC 90 Sagaie, d'une compagnie d'infanterie et d'un élément du génie. Le bataillon Licorne a déjà effectué

près de 300 patrouilles de contact, accomplissant des actions civilo-militaires en liaison avec les autorités sanitaires locales et des actions de formation au profit de l'armée ivoirienne. Les 450 militaires français de la force accompagnent l'armée ivoirienne dans sa réforme, maintiennent une présence militaire en appui de l'Onuci et assurent la protection des ressortissants français.

26/03 FRANCE FENNEC DE L'ESCADRON ALPILLES EN OPÉRATION DE SAUVETAGE

Un équipage de l'escadron d'hélicoptères Alpilles, de la base aérienne 115 d'Orange, a porté secours à un pilote de planeur accidenté dans la région de Gap. L'équipage d'alerte SAR (*search and rescue*) avait été averti par le Centre de coordination des secours de l'armée de l'Air, situé à Lyon. Embarqué

à bord d'un Fennec, il a assuré le guidage nocturne d'un hélicoptère de la gendarmerie déjà sur place, ainsi qu'un relais radio indispensable dans une vallée très encaissée. L'équipe médicale déposée par la gendarmerie a donc pu se consacrer pleinement à la gestion du blessé avant de l'évacuer sur l'hôpital le plus proche.

ARMÉE DE TERRE



Frédéric Ramel, directeur scientifique de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irssem)

« Changements climatiques et guerres : des liaisons dangereuses ? »

Toute guerre laisse une empreinte écologique. À cet égard, la guerre du Golfe de 1991 entraîna une prise de conscience internationale en raison de l'importante pollution qu'elle généra. Mais peut-on établir une autre relation située, elle, en amont : la dégradation de l'environnement constitue-t-elle une cause de guerre ? Dans le prolongement de cette interrogation, peut-on identifier les changements climatiques et notamment la tendance au réchauffement comme l'un des « nouveaux » facteurs conflictuels ? Plusieurs think tanks d'outre-Manche et d'outre-Atlantique répondent par l'affirmative. Quelques États occidentaux ont également intégré cette tendance stratégique dans leurs préoccupations. En 2006, le secrétaire d'État britannique à la Défense de l'époque, John Reid, déclara que les forces armées devaient se préparer à intervenir dans des guerres d'origine climatique. À partir de 2007, ces thèses bénéficient d'une plus grande visibilité internationale. D'une part, le quatrième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) incorpore cette dimension dans

sa réflexion. Il reçoit d'ailleurs cette année-là le prix Nobel de la paix avec Al Gore, protagoniste du documentaire *Une vérité qui dérange*. Cette même année, la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU du 17 avril qualifie le changement climatique d'enjeu de sécurité. D'initiative britannique, cette résolution ne fut pas sans susciter la résistance de pays comme la Chine ou la Russie pour lesquels le réchauffement demeure et doit demeurer un problème environnemen-

tal et de développement. Aujourd'hui, plusieurs établissements scientifiques se consacrent à l'intelligibilité de ces « liaisons dangereuses » entre réchauffement climatique et guerres. Parmi eux, on peut citer la *Swiss Federal Institute of Technology*, le *Peace Research Institute Oslo* ainsi que le *Toronto Project on Environmental Change and Acute Conflict*. Mais en quoi résideraient ces causes climatiques des guerres ?

Trois menaces stratégiques issues des changements climatiques – c'est-à-dire des variations de température ou des précipitations – sont considérées comme potentielles à moyen ou long terme : l'accès aux ressources nécessaires à la survie (nourriture et eau potable en particulier)

prospectifs s'accompagnent également d'une qualification stratégique qui serait applicable à des conflits armés actuels : celui de guerre climatique. Le cas du Darfour en est l'illustration la plus saillante. En raison de deux sécheresses dramatiques – entre 1967 et 1973 puis de 1980 à 2000 –, le sol est devenu impropre à la culture. Cette désertification accélérée oblige les paysans africains sédentaires à protéger leurs maigres récoltes, mais aussi à empêcher l'accès de leurs champs aux troupeaux des tribus arabes nomades. Associé à un accroissement de la population de 2,6 % par an, le conflit présenterait alors les propriétés d'une guerre aux origines climatiques. L'Afrique subsaharienne suscite aussi de nom-

breux travaux, notamment statistiques, afin d'observer des liens entre des facteurs climatiques – comme la hausse des températures – et conflits armés. Les travaux de Marshall Burke portent sur ce sujet. Mais d'autres territoires sont également associés à l'éclosion potentielle de guerres climatiques. C'est le cas de l'Arctique qui, en raison de la fonte des glaces, suscite les rivalités entre



Camp de réfugiés du Darfour installé dans l'est du Tchad. Le pays accueille actuellement environ 260 000 Soudanais répartis dans une douzaine de camps.

comme cause de guerre ; la vulnérabilité à l'égard du climat comme facteur d'instabilité étatique ; l'éclosion de conflits frontaliers liés à la montée du niveau des mers. Thomas Homer-Dixon, l'un des précurseurs dans la formulation du nœud sécurité-environnement, intègre également l'accroissement démographique au titre de variable aggravante (la rareté des ressources combinée à l'augmentation de la population favorise l'éclosion de la violence armée). Ces éléments

États de la zone, tant pour l'exploitation des ressources présentes que pour la circulation dans cet espace.

Toutefois, d'autres recherches aboutissent à des résultats plus nuancés. Les facteurs environnementaux tels que l'accès aux terres fertiles et arables, l'index du risque de catastrophe naturelle, l'accès à l'eau potable ou la déforestation n'incarnent pas les seules variables indépendantes qui expliqueraient le recours à la force armée. Ces facteurs s'ajoutent



PHOTOS: TANGUY/DICOD

Depuis 2003, des civils, principalement des femmes et des enfants, ont franchi la frontière tchadienne pour fuir les violences du Darfour. Dans cette région du Sahel, la survie est difficile, les vivres, le bois et l'eau sont rares, ce qui provoque des tensions entre réfugiés et locaux.

et s'articulent à d'autres composants économiques, politiques et sociaux. D'ailleurs, aucune preuve actuelle ne permet d'observer une guerre interétatique d'origine directement climatique. En ce qui concerne les conflits intraétatiques, ce type de facteur exerce plutôt un effet multiplicateur et non pas déclencheur. Il entraîne, par exemple, l'apparition des « réfugiés climatiques » – c'est-à-dire toute personne contrainte à quitter son espace habituel

de vie à la suite d'un changement climatique – dans des zones déjà affectées par les conflits armés. Ils augmenteraient

de manière significative le nombre de réfugiés, lequel avoisinerait les 200 millions en 2050, selon le rapport de l'économiste britannique Nicholas Stern en 2006. De plus, le facteur climatique renforce la pénurie de matières premières via l'épuisement, la dégradation avant épuisement voire le non-renouvellement des ressources naturelles.

De tels résultats favorisent pourtant une controverse scientifique. Celle-ci ne porte pas tant sur l'existence d'un

réchauffement climatique que sur la façon d'analyser ses liens avec l'irruption de la violence, que celle-ci relève de la sécurité classique – synonyme de défense – ou bien qu'elle concerne la sécurité humaine – c'est-à-dire la sécurité environnementale et ses liens avec les autres dimensions de la sécurité (sociétale, alimentaire, sanitaire...). Repérer les chaînes causales entre guerres et environnement se heurte tout d'abord

n'est pas encore fondée sur des bases assez solides pour offrir une explication empiriquement vérifiée et applicable à différentes aires géographiques. En la matière, la réalisation d'études de cas afin de clarifier les circonstances précises dans lesquelles le changement climatique exerce une incidence sur le déclenchement conflictuel ou la montée aux extrêmes constitue une nécessité scientifique. La connaissance du

terrain aboutit à des conclusions moins tranchées comme le révèle l'étude du géographe français Marc Lavergne consacrée au Dar-

La controverse scientifique porte en partie sur la façon d'analyser les liens entre réchauffement climatique et irruption de la violence.

à une question documentaire (nombre de travaux relèvent de la spéculation et non de l'enquête de terrain). En outre, les corrélations statistiques – entre hausse des températures et conflits armés à titre d'illustration – sont parfois contradictoires. Enfin, l'idée de déterminisme climatique est considérée comme excessive : l'effet du changement climatique est toujours contingent. Autrement dit, cette dimension « climatique » de la pensée stratégique

four, celle-ci remettant en question l'idée d'une causalité climatique unique dans le cas d'espèce. Ce retour à l'ancrage empirique devrait être l'axe d'effort privilégié par la communauté savante. En effet, la prospective ne peut pas se limiter à des calculs d'occurrence. Rien ne remplace l'observation fine et détaillée des revendications formulées par les hommes et les femmes qui vivent dans une zone vulnérable au changement climatique. ■

Un soutien simplifié pour une plus grande efficacité

Promotion de la carte d'achats, création de « guichets uniques » dans les groupements de soutien des bases de défense... Dans l'élan des rencontres territoriales de 2011, la réforme du ministère se traduit par des mesures concrètes qui facilitent le quotidien des administrés.

Des efforts ont été entrepris par le commandement pour simplifier le fonctionnement de la nouvelle organisation des soutiens. C'est avant tout le quotidien du personnel soutenant et soutenu qu'il faut améliorer. Et les idées ne manquent pas. Les bases de défense ont ainsi remonté plus de 700 propositions au Centre de pilotage et de conduite du soutien (CPCS). Centrées essentiellement sur les ressources humaines, la fonction achats-finances, les systèmes d'information et de communication et le transport, elles visent à alléger les chaînes administratives. Certaines peuvent rapidement

opérationnel zonal pour organiser les renforts en véhicules entre BdD, étendre le recours aux communautés de travail interactives, etc.

Par ailleurs, dans le domaine des ressources humaines, 66 processus ont été recensés pour constituer un cadre unique de référence. Sur le volet des achats également, les bonnes pratiques issues du terrain sont actuellement diffusées, en collaboration avec le service des achats de l'État. L'une des réalisations les plus importantes reste néanmoins la mise en place, au sein de chaque GSBdD, d'un « guichet unique ». Seul point d'entrée pour les magasins et les ateliers des formations soutenues, ce guichet

les demandes d'interventions techniques en établissant des niveaux de priorité, à recueillir et exploiter les données techniques pour optimiser le service fourni, à prendre en compte les demandes particulières et, quand cela est nécessaire, à alerter le commandement sur les problématiques nécessitant un arbitrage.

Les services du Secrétariat général pour l'administration (Direction des affaires financières et Mission achats notamment) assurent depuis le début de l'année une mise en œuvre plus large de la carte d'achats en réalisant des séances d'informations pratiques auprès des utilisateurs, usagers et fournisseurs. Ce système de commande et

Au sein d'un régiment, d'une base aérienne, d'un bâtiment ou de l'administration centrale, le personnel voit le temps de satisfaction de ses besoins diminuer. Son utilisation réduit le délai et le coût de traitement des achats. Elle offre également une part d'autonomie aux unités dans la gestion de leurs moyens et minimise les charges administratives.

Des délais de paiement réduits

Enfin, la carte d'achats offre un avantage aux fournisseurs, notamment pour les PME, puisque le délai global de paiement passe de 30 à 4 jours depuis la mise en œuvre de ce processus. Ce dispositif se présente sous deux formes. La première, dite de proximité, qui autorise les achats de faible valeur chez des fournisseurs référencés, est détenue par les unités (régiments, bases, organismes formant corps). La carte d'achats de second niveau est, elle, adossée à des marchés à bons de commande et à des conventions nationales. Elle est utilisée par les GSBdD et les plateformes d'achats-finances.

Cette promotion de la carte d'achats auprès des formations comme des entreprises (PME notamment) constitue une priorité du plan d'action des rencontres territoriales sur la réforme, priorité suivie par le comité ministériel des achats présidé par le secrétaire général pour l'administration. ■

EMA-SGA



JEAN-JACQUES CHATARD/DICOD

La carte d'achats de niveau 1 autorise les achats de faible valeur chez les fournisseurs référencés.

être généralisées : supprimer les ordres de sortie des véhicules une fois la demande Silage validée par le groupement de soutien de la BdD (GSBdD), désigner un correspondant

est chargé de répondre aux questions d'ordre logistique ou technique. Au quotidien, sa mission consiste à suivre les besoins en entretien périodique des matériels, à planifier

de gestion destiné aux achats courants et récurrents (petits matériels, fournitures, etc.) permet depuis 2010 de décentraliser les actes d'achats au plus près des utilisateurs.

RENOVATION**Retrofit du Rafale Marine**

Le Service industriel de l'aéronautique (SIAé) a commencé le retrofit, c'est-à-dire la rénovation, des dix premiers Rafale F1 de la Marine nationale. Ces avions vont être refondus au standard F3. Initialement livrés à la Marine avec l'unique capacité de défense aérienne, ils bénéficieront de toutes les avancées qui font du Rafale un avion multirôle. Ce chantier de modernisation, d'un coût de 300 millions d'euros et d'une durée de 18 mois par F1, se déroule en trois étapes. Les Rafale ont été retirés du service mi-2008 et envoyés à Landivisiau où leurs ailes et leur empennage ont notamment été démontés. Ils ont ensuite été transférés dans les Ateliers industriels aéronautiques (AIA) d'Aulnat, à Clermont-Ferrand, qui développent dans un même temps une



ARNAUD ROINÉ/EGPAD

capacité industrielle étatique sur le Rafale. Les ex-F1 finiront leur remise à niveau dans l'usine d'assemblage de Dassault à Bordeaux-Mérignac, où ils seront intégrés à la chaîne de fabrication des F3. Les deux premiers appareils devraient être livrés en 2014.

DGA**Campagne d'essais de tir de GBU-49**

La Direction générale de l'armement a réalisé, du 6 au 14 mars, une campagne d'essais de tir de la bombe guidée GBU 49 avec proximité pour le Mirage 2000D. Trois tirs ont

donc été effectués depuis l'avion banc d'essais Mirage 2000 D644 dans différentes configurations. Cet armement apportera aux forces une capacité supplémentaire permettant une variété d'effets (explosion à l'impact en profondeur ou au dessus du sol) en fonction de la nature des objectifs à traiter.

RECHERCHE**PME et ETI subventionnées**

40 millions d'euros ont été alloués en 2012 par le ministère de la Défense et des Anciens Combattants au dispositif de subventions Rapid (régime d'appui pour l'innovation duale) destiné aux PME et ETI (entreprises de taille intermédiaire). Rapid concerne les projets de recherche industrielle ou de développement expérimental à fort potentiel technologique présentant des applications duales, c'est-à-dire tant militaires que civiles.

BIODIVERSITÉ**Association avec l'Office national de la chasse et de la faune sauvage**

Dans le but d'accroître les efforts en faveur de la biodiversité sur les terrains militaires, une nouvelle convention a été signée entre le ministère de la Défense et l'Office national de la chasse et de la faune sauvage. Cet établissement public intervient actuellement sur dix-sept terrains militaires représentant une superficie de 39 000 hectares.

CONVENTION**Renouvellement de partenariat avec la centrale d'achat public**

EGPAD

Jean-Paul Bodin, le secrétaire général pour l'administration, a renouvelé le partenariat entre la Défense et l'Ugap, la centrale d'achat public.

Cette nouvelle convention fixe pour trois ans le cadre dans lequel se concluent et s'exécutent les conventions particulières portées par les services du ministère, notamment en termes d'accès aux conditions tarifaires particulières de l'Ugap. Ce partenariat, qui a permis à la Défense d'économiser en moyenne 6 millions d'euros par an, couvre des domaines de prestations variés : mobilier de bureau, consommables informatiques, matériel médical, la maintenance des ascenseurs, etc.

Sillage

La dématérialisation des demandes de soutien

Depuis décembre 2011, le portail équipe toutes les bases de défense métropolitaines et facilite l'expression de leurs besoins en matière de soutien. L'outil sera rendu encore plus performant d'ici la fin de l'année.

La création des bases de défense (BdD) marque un tournant dans le soutien général apporté aux formations et plus particulièrement aux forces. Pour faciliter l'expression des besoins et améliorer leur satisfaction, le logiciel Sillage portail prestations

entre BdD, la simplification est au rendez-vous là où le système a été optimisé par le commandement. Des réglages sont encore nécessaires, notamment sur les BdD nouvellement pourvues, mais le logiciel donne d'ores et déjà satisfaction aux utilisateurs.

simplifie les échanges car tout est dématérialisé.» Les soutenus peuvent chercher sur un catalogue virtuel de plus de 80 prestations celle qui correspond à leur besoin et leur hiérarchie peut la valider instantanément. « *Soutenants et soutenus peuvent suivre la demande pour savoir qui*

le commandant James Devignon, officier adjoint du bureau opération et instruction du 92^e régiment d'infanterie. *Mais les besoins spécifiques, comme le Félin, ne sont pas référencés. Pour les percevoir, il existe toujours des chaînes particulières.*»

Autre atout de cet outil : il permet, quand cela est nécessaire, d'élargir la prospection à d'autres BdD environnantes. « *Il colle au terrain, s'adapte aux besoins* », précise le commandant Devignon. En janvier dernier, les demandes entre les BdD ont ainsi commencé. Pour transporter des militaires du 92^e RI en entraînement à Canjuers, la BdD de Clermont-Ferrand a directement effectué une demande à celle de Draguignan pour qu'elle les prenne en charge. « *Fin 2012, le logiciel pourra également traiter les multiprestations*, ajoute le général Vergez. *Lors d'un déplacement, les militaires ont en général plusieurs besoins, par exemple être véhiculés et nourris sur place. À l'avenir, une seule demande sera nécessaire pour exprimer ces deux besoins.* » Ces prestations seront bientôt étendues outre-mer. Déjà, à partir de mai 2012, Sillage sera expérimenté dans la BdD des forces françaises aux Émirats arabes unis. La BdD de La Réunion-Mayotte devrait être la prochaine à bénéficier du soutien dématérialisé. Suivra ensuite celle de Nouvelle-Calédonie.

■
Nelly Moussu



BRUNO BIASUTTO/DICOD

La gestion des parcs automobiles est facilitée par le portail Sillage.

a été déployé au cours de l'année 2011. « *Nous avons expérimenté ce portail sur la BdD de Montlhéry en 2010 pour le faire évoluer*, explique le général de division Jean-Louis Vergez, chef du Centre de pilotage et de conduite du soutien. *Depuis décembre 2011, il est utilisé par toutes les BdD métropolitaines.* » Même si le fonctionnement de Sillage est parfois inégal

Du côté des souteneurs, les atouts sont nombreux. « *Auparavant, pour effectuer une demande, il y avait une multitude de procédures diverses à suivre et des interlocuteurs à appeler*, souligne le capitaine Raynald Dupuis, adjoint coordination au pilotage du soutien du groupement de soutien de la base de défense de Clermont-Ferrand. *Sillage est un guichet unique interactif qui*

s'est occupé du dossier, quel prestataire s'en charge et avoir une visibilité en temps réel sur l'état d'avancement de la prestation », commente le capitaine Dupuis.

Près de 3000 demandes par jour ouvrable ont été recensées depuis janvier sur l'ensemble des BdD métropolitaines. « *Et pour cause, Sillage couvre tous nos besoins en soutien ordinaire*, constate

ARMÉES[♦]**D'AUJOURD'HUI**



PHOTOS : RÉMI CONNAN/DICOD

De gauche à droite : le grand rabbin Korsia, monseigneur Ravel, le pasteur Delannoy et l'imam Arbi répondaient aux questions de la rédaction lors d'une de leurs réunions mensuelles.

Aumôneries

QUESTIONS DE FOI

Pratique culturelle, rapport à la laïcité, soutien spirituel aux hommes, rapport à la mort... Les quatre aumôniers en chef confrontent leurs points de vue sur le fait religieux au sein de l'armée française et sur le rôle des ministres du culte.

Comment concilier la neutralité religieuse de mise dans les armées françaises avec la présence de plus de 400 aumôniers ?



Grand rabbin Korsia : La richesse du système laïc français est mis particulièrement en valeur dans les armées. Il n'existe pas de hiérarchie entre nous, l'État respectant une neutralité par rapport au culte. Dans le même temps, il est important de veiller à ce qu'il n'y ait pas de syncrétisme. Chacun apporte une particularité, une façon de voir le monde et de l'expliquer.

Monseigneur Ravel : En France, la notion légale et la vision catholique de la laïcité sont compatibles. Le diocèse aux armées agit selon la loi de 1880 qui organise les aumôneries. Je trouve que notre institution est en avance sur la société, qui globalement appréhende avec difficulté cette notion de laïcité. Autrement dit, les aumôneries militaires pourraient constituer un témoignage, sinon un exemple, pour l'ensemble de la nation.

Imam Arbi : C'est la laïcité qui permet l'expression de la religion. On donne des définitions qui n'ont parfois aucun sens à ce terme à la mode. La laïcité n'est pas la non-religion. Tels que les textes la prévoient, il s'agit de l'expression de la liberté religieuse dans le simple respect de l'ordre public. C'est pour cela que je ne pense pas que la présence des quatre aumôneries militaires soit un problème, bien au contraire.

Pasteur Delannoy : La laïcité est, pour les chrétiens protestants, le cadre légal de la liberté de conscience au sein des armées: si un événement est organisé en lien avec la célébration d'une cérémonie religieuse, l'aumônier protestant vérifiera que chacun est libre de s'y rendre ou pas ! Dans les lycées militaires, nous sommes également très attentifs au respect entre élèves. La loi sur la laïcité est bien faite, il convient simplement de l'appliquer.

Bienveillance, hostilité, indifférence : quel est l'accueil réservé aux aumôniers au sein des unités dans lesquelles ils servent ?



Monseigneur Ravel : Nous sommes toujours très bien accueillis. L'anticléricalisme des années 1970 a disparu. Les problèmes de soutien matériel que nous connaissons ici ou là ne s'inscrivent pas dans une forme d'opposition, mais dans une contrainte que tout le monde vit. L'accueil se situe dans une démarche interpersonnelle enrichissante.

Imam Arbi : Dans l'ensemble, j'estime que l'accueil au sein des armées des aumôniers musulmans, suite à la création de notre aumônerie en 2005, a été chaleureux. Le premier dossier que nous avons traité a été celui des repas

confessionnels. J'ai souhaité m'appuyer sur l'existant et ce dossier a donc été porté conjointement par le rabbin. En ce qui me concerne, la démarche commune a été plus satisfaisante que le résultat. Mes « ouailles » aussi m'ont réservé un très bon accueil. Lors de ma visite sur le porte-avions *Charles-de-Gaulle*, un marin m'a interpellé : « *Je ne suis pas pratiquant, mais je suis très content que vous soyez là. L'équilibre est rétabli.* » Le symbole de l'intégration de l'aumônier musulman représente à mon sens une avancée sociale.

Pasteur Delannoy : Nous connaissons les trois situations. Ne nous voilons pas la face : je rencontre des témoignages d'hostilité au sein de certaines unités, toujours les mêmes depuis que j'exerce mon ministère dans l'aumônerie. Est-ce lié aux individus en présence ? À l'arme d'appartenance ? Aux traditions ? Peu importe.

Parfois, l'aumônier est perçu comme le porte-drapeau d'une foi derrière lequel ses ouailles se retrouvent. Quelquefois, le plus souvent en opération, il est considéré comme un « gri-gri » : si le « padre » est là, il ne peut rien nous arriver. Mais, finalement, la rencontre avec un aumônier est fructueuse, elle offre des moments privilégiés et appréciés.

Grand rabbin Korsia : Nous apportons chacun notre vision du monde. Mais ma présence n'est pas conditionnée au fait qu'il y ait des juifs ou non dans l'unité.

La communauté militaire attend que quelqu'un vienne « réenchanter » la question du « pourquoi on s'engage ? » C'est pourquoi nous sommes toujours bien accueillis. Et puis, soyons clair, la question de la qualité de l'accueil est aussi liée à la personnalité de l'aumônier !

Comment s'organise la pratique culturelle et en quoi consiste le soutien religieux ou spirituel du personnel ?



Pasteur Delannoy : Pour la pratique du culte, pas question de ghettoïser la communauté militaire en créant des paroisses protestantes au sein des armées, l'aumônier dirige ses fidèles vers les paroisses locales. Il se substitue aux paroisses civiles si elles ne sont pas en mesure de répondre aux attentes du personnel. Occasionnellement, une manifestation de groupe permet un rassemblement autour d'un culte ou d'une étude biblique.

Nous faisons tous quatre le constat paradoxal d'une société individualiste, matérialiste, d'une profonde inculture religieuse et, en même temps, composée d'hommes et de femmes qui se posent de véritables questions philosophiques ou métaphysiques sur le sens de la vie. En opérations extérieures, le phénomène est décuplé. Les aumôniers sont là pour offrir un service rapide et de proximité. Nous sommes alors au cœur de notre métier.

« La communauté militaire attend que quelqu'un vienne "réenchanter" la question du "pourquoi on s'engage." »

■■■ **Grand rabbin Korsia** : S'engager, combattre, c'est de l'ordre du religieux, de l'humain et de l'ordre de la citoyenneté. Au sens large, notre rôle est d'accompagner les soldats et qu'ils sentent une présence qui ne les juge pas mais qui les porte. Nous sommes également des référents pour tout ce qui relève de la pratique religieuse. A titre d'exemple, lorsque des militaires souhaitent des repas casher sur les théâtres, nous sommes là pour incarner la volonté de l'armée de satisfaire ce type de demande.

Monseigneur Ravel : La pratique religieuse, les sacrements ne sont pas tout, a fortiori quand le responsable d'aumônerie est un laïc, qui ne peut par définition célébrer la messe. Le fondement de la religion chrétienne est la charité. La religion concerne tous les aspects de l'homme et discuter avec quelqu'un de ses peurs ou de ses problèmes familiaux

appartient à l'espace religieux. Nous possédons une écoute et une parole différentes de celles du médecin et de l'assistante sociale. La discussion devient alors un véritable acte religieux, un acte de charité. La religion n'est pas strictement cantonnée à la seule pratique cultuelle : elle occupe toute la sphère humaine.

Imam Arbi : Nous sommes une réponse à une demande. Pour l'implantation de lieux de culte par exemple, trois conditions doivent être réunies : la faisabilité technique, la présence d'un aumônier à demeure et le besoin réellement exprimé. Si l'une de ces conditions disparaît, on ferme le lieu de culte. L'aumônier est là pour apporter des outils théologiques aux fidèles ainsi que pour leur expliquer que la pratique cultuelle n'est pas un droit mais une tolérance et que le service prime. En revanche, l'échange et la discussion se font spontanément, à tout moment, sur le terrain.

Organisation de l'aumônerie militaire

Depuis le Moyen Âge, l'aumônerie militaire française est une institution répondant au souci de permettre aux hommes d'Église d'accompagner les guerriers. Elle a pris, selon les époques, des traits assez divers sans que ne soit jamais remise en cause l'assistance spirituelle des soldats. La formalisation de la présence religieuse au sein de l'institution militaire intervient avec l'adoption de la loi du 8 juillet 1880, toujours en vigueur, qui consacre la présence de ministres du culte dès le temps de paix dans les lieux isolés et pour le cas de mobilisation. Mais c'est dans les tranchées de la Grande Guerre, où nombre de prêtres, pasteurs et rabbins de l'aumônerie des armées exercent dans des conditions extrêmes leur ministère, que se nouent des liens indéfectibles avec les armées. Devenue une institution permanente, structurée et militarisée, l'aumônerie militaire est organisée depuis 2005 en quatre cultes : catholique, protestant, israélite et musulman. Les aumôniers en chef sont directement placés pour

emploi auprès du chef d'État-Major des armées et sont chargés d'organiser et de superviser l'activité de leur aumônerie tout en occupant de hautes responsabilités au sein de la hiérarchie de leur culte. Le rôle confié aux aumôniers, initialement dévolu à la seule pratique cultuelle, comprend désormais l'assistance spirituelle et morale aux militaires, aux civils de la Défense et à leurs familles, quelle que soit leur religion ou même leur absence de religion. Il inclut aussi le conseil au commandement. Une charte signée en 2009 par les quatre aumôniers en chef rappelle les relations qui doivent prévaloir entre les cultes représentés au sein de la Défense. L'aumônerie relève de l'EMA pour ce qui est de sa politique d'emploi et de la mise en place des moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission. C'est à ce titre que l'EMA a fixé comme priorités d'emploi le soutien des forces en opérations, la présence au sein des écoles de formation initiale pour sensibiliser les futurs cadres des armées sur le

rôle de l'aumônerie et contribuer à leur formation éthique, l'accompagnement dans les lieux « d'empêchement », comme les hôpitaux militaires et les lycées de la Défense. Depuis le 1^{er} janvier 2012, le directeur central du service du Commissariat des armées est en charge de l'administration et de la gestion des deux cents aumôniers militaires, des quatre-vingt-dix aumôniers réservistes opérationnels, des soixante aumôniers réservistes citoyens ainsi que de la soixantaine d'aumôniers encore sous statut civil – certains exerçant à temps partiel – qui servent tous au sein de l'aumônerie. Les aumôniers militaires détiennent le grade unique d'aumônier militaire, sans correspondance avec la hiérarchie militaire générale, et ne sont pas soumis à l'obligation d'assurer par les armes la défense de la patrie ou des intérêts supérieurs de la nation car ils sont considérés comme personnel non combattant au sens des Conventions de Genève.

Colonel d'Andoque, EMA

Le père Genouville (à gauche), aumônier catholique en Afghanistan, accueille, comme ses pairs, les soldats désireux de discuter de leurs questionnements personnels et de leur foi.



ARMÉE DE TERRE

Pratiquer une religion et porter la mort, n'y a-t-il pas une antinomie pour les soldats croyants ?



Imam Arbi : La notion de donner la mort ou de la recevoir est très forte. Je citerai d'abord une tradition prophétique : *« Lorsque l'individu cause la mort pour défendre sa foi, sa dignité, ses biens, sa famille, sa patrie, il est dans une cause juste et s'il meurt, il est martyr »*, au sens de la guerre juste. Les choses peuvent être légales et non légitimes et inversement. Le militaire est sans cesse tiraillé entre ces deux aspects. Dans la religion musulmane, défendre sa patrie est une obligation.

Monseigneur Ravel : Donner la mort est toujours un traumatisme, qui s'oppose à la nature de l'homme fait pour donner la vie. Dans la Bible, la mort n'est pas l'œuvre de Dieu mais un drame consécutif au péché humain. La violence également. L'armée est l'institution humaine légitime pour corriger cette violence, pour maintenir l'équilibre du droit face à la violence. Dans ce cadre, le soldat en exercice porte la mort de façon dérogatoire au commandement *« Tu ne tueras pas »*, en vue d'un bien supérieur au mal commis. Dans la pratique, je crois que la réflexion éthique sur la guerre juste est sans doute aujourd'hui à reprendre au regard des nouveaux conflits.

Pasteur Delannoy : Mon expérience me laisse penser qu'un soldat a moins peur de la mort que de ses conséquences pour ses proches et que la solidité de la chaîne santé comme de l'ensemble des acteurs chargés du suivi des blessés contribue à le rassurer. Il conviendrait de réfléchir sur la notion de paix juste plutôt que sur celle de guerre juste. La théorie de la guerre juste de saint Thomas d'Aquin et de saint Augustin ne fonctionne plus devant les nouvelles formes de conflits : terrorisme, États voyous...

Grand rabbin Korsia : Paradoxalement, le grand rabbin que je suis défendra la théorie de la guerre juste et je souscris à une forte phrase du cardinal Decourtray : *« Je préfère parfois la guerre au déshonneur. »* La guerre est l'échec de la parole. Il faut des hommes pour la parole et d'autres pour la guerre. Dans la société, certains font le sacrifice de s'engager au risque de leur vie ou celui de prendre celle des autres. Nous sommes là, nous aumôniers, pour les écouter et les soutenir, parce qu'ils endossent cette responsabilité ultime. Nous sommes, très modestement, les « soldats de la parole ».

Propos recueillis par le lieutenant-colonel Dupas et le capitaine Llouquet

**Ballet d'hélicoptères
dans le ciel du
Vaucluse : Samu,
Sécurité civile,
douanes, armées,
tous les acteurs
des secours aux
populations sinistrées
se sont retrouvés
fin mars pour
un important exercice
de coordination.**

Hélicreuillée par la Sécurité civile ou embarquée par l'armée de l'Air, la « victime » est prise en charge par une équipe médicale. Une cellule de crise analyse les informations reçues par l'Awacs pour répartir les missions entre hélicoptères. Enfin, un débriefing précis au PC du site permet de pointer toutes les améliorations envisageables.



DURANCE UNE RÉP

En juin 2010, des averses d'une rare intensité provoquaient des inondations dans la région de Draguignan. Pour faire face à cette situation de crise, le préfet du Var engageait rapidement les forces à sa disposition. Dix-huit hélicoptères, dont 7 des services civils de l'État et 11 issus des armées, porteront secours à la population. L'opération interministérielle est un succès. Près de 1350 personnes seront sauvées par la voie aérienne parmi lesquelles 300 étaient en danger de mort. Mais cette mission a aussi démontré l'existence d'une marge de progression dans la coordination des opérations aériennes. Très vite, la question d'un meilleur emploi des différents types d'hélicoptères utilisés par les opérateurs s'est posée. « *Tout s'est bien passé, mais nous avons dû agir dans l'instant, en improvisant de nombreuses manœuvres. Nous avons mesuré qu'il nous fallait un entraînement commun pour assurer la sécurité de tout le monde, y compris la nôtre* », analyse le capitaine Thierry Berjat, pilote des douanes.

C'est pour répondre à ce besoin qu'a été organisé le 29 mars un exercice interministériel de grande ampleur, Durance, sur le site du 2^e régiment étranger du génie (REG) à Saint-Christol, dans le Vaucluse. Piloté par l'état-major interarmées de zone de défense Sud, dans ses prérogatives d'organisation territoriale interarmée de défense, il mettait en situation une dizaine d'hélicoptères militaires et civils. « *Le scénario reposait sur des conditions extrêmes mettant en péril des vies humaines. Il prévoyait, comme dans la réalité, que les moyens civils de l'État (Sécurité civile, Samu, douanes) et la gendarmerie interviendraient les premiers, puis qu'ils seraient renforcés par les armées* », explique le colonel Charpentier, commandant de la base d'Orange et délégué militaire départemental du Vaucluse. Durant une demi-journée, des hélicoptères de « différentes couleurs » se sont ainsi succédé pour secourir une trentaine de victimes d'« exercice », réparties sur des points isolés. Les personnes recueillies (hélicoptées ou hélitreuillées) étaient rapatriées dans l'enceinte du 2^e REG. En tout début de matinée, un E-3F a décollé d'Avord pour survoler la zone sinistrée, transmettant les informations en direct au Centre

national des opérations aériennes de Lyon-Mont-Verdun, qui assurait la coordination des opérations aériennes. En fin de matinée, pour se situer au plus près de l'action, la bascule de ce centre était réalisée vers une cellule de coordination aérienne recréée à Saint-Christol et composée d'officiers de l'armée de l'Air, d'un représentant de chacun des services de l'État et de la gendarmerie. Les informations reçues de l'Awacs permettaient d'affiner la mission. Une équipe de contrôleurs aériens était chargée de relayer les ordres aux équipages en vol. « *Nous avons recréé les conditions d'un petit aérodrome sur le site afin d'assurer une continuité dans la chaîne de secours*, détaille le colonel Charpentier. *Nous avons vu que nous pouvions basculer toute la coordination et le commandement des opérations directement sur le site sans altérer le rythme et la sécurité des missions. Ce qui est très positif.* »

Sur place, les opérations étaient suivies de près par Annabelle Vandendriessche, directrice du cabinet du préfet du Vaucluse. En cas de crise, seul le préfet de zone de défense et de sécurité peut demander le concours des armées. « *Nous ne sommes pas directement responsables de la mise en œuvre de cette chaîne, mais c'est très rassurant de constater que les différents acteurs possèdent des procédures d'intervention communes* », assure-t-elle.

Pour Christian Lateroux, conseiller sécurité civile du préfet, le but de cet exercice était aussi de pointer certaines difficultés et d'essayer de les corriger. « *Chaque intervenant possède ses propres manières de faire et chaque appareil a ses spécificités. Il y a ceux dont le secours à la population est la première mission et ceux qui peuvent hélitreuiller les victimes. Il faut que chacun possède les compétences pour assurer au mieux ces manœuvres.* » Lors du débriefing, les participants se sont accordés sur le succès de l'entraînement, mais ont pointé les améliorations possibles, comme l'interopérabilité des moyens de transmissions ou la connaissance des capacités des autres aéronefs. « *Notre faculté d'adaptation est un atout car toutes les crises sont différentes. Durance a permis de prouver que nous étions complémentaires et pouvions proposer des solutions face à l'urgence* », conclut le colonel Charpentier. ■

Paul Hessenbruch

ONSE À L'URGENCE

L'exercice interarmées Nawas s'est déroulé en mars dans le Sud-Ouest, mobilisant 1 200 militaires et d'importants moyens. Cette manœuvre a préfiguré le transfert, cet été, du contrat opérationnel des systèmes sol-air moyenne portée terrestre (Samp-T), à l'armée de l'Air.

Le système sol-air moyenne portée terrestre, appelé Mamba et déployé à Biscarosse, répond à un large éventail de menaces aériennes : avions, missiles...



NAWAS 2012 LA DÉFENSE

Le grand rendez-vous de la défense sol-air, Nawas, revêtait cette année un aspect particulier puisque cet exercice interarmées marquait une nouvelle étape de la réorganisation de la défense aérienne française entamée en 2006. Dans ce cadre, l'armée de l'Air reprendra officiellement l'été prochain l'intégralité du contrat opérationnel de défense sol-air moyenne portée, jusqu'à présent partagé avec l'armée de Terre. Cette dernière garde cependant la charge de la défense sol-air très courte portée, dont elle a la responsabilité depuis 2010.

« Pour la première fois lors de Nawas, deux entités – l'une air l'autre terre – d'un échelon de commandement supérieur se coordonnaient pour que les moyens sol-air des deux armées puissent manœuvrer ensemble sur le terrain, commente le colonel Philippe Boisgontier, directeur de l'exercice. Cela implique de gros changements parce que chaque armée est habituée à son milieu. Chacun doit donc apprendre à travailler avec l'autre et mettre en place des procédures communes pour que ce travail se passe de la meilleure façon. »

Organisée du 15 au 29 mars, Nawas 2012 est une manœuvre d'envergure : « Nous étions plus de 1 200 militaires sur le terrain en comptant la participation de la Marine. Les forces étaient déployées sur huit départements, entre Toulouse et Biscarosse », précise le directeur de l'exercice. Les moyens sol-air mobilisés sont importants : trois batteries très courte portée Mistral et une batterie moyenne portée Hawk de l'armée de Terre, la frégate de défense aérienne *Chevalier Paul* pour la défense côtière et la direction de tir, une section courte portée Crotale NG et deux sections du système sol-air moyenne portée terrestre (Samp-T) baptisé Mamba par l'armée de l'Air. Ce nouvel équipement, star de l'exercice, est utilisé depuis 2010 pour protéger un site ou une zone sensible fixe. Il peut répondre à un large éventail de menaces aériennes (drones, hélicoptères, avions ou missiles) dans un rayon de 3 à 80 kilomètres. Sur Nawas, il a été mis en œuvre pour protéger une force terrestre en mouvement. « La première phase de l'exercice, qui se déroulait en terrain libre, a permis de valider cette capacité. Cette mission était jusqu'à présent confiée à l'armée de Terre », précise le lieutenant-



JEAN-JACQUES CHATARD/DICOD

AÉRIENNE DE DEMAIN

colonel Pascal Bourgis, aviateur, commandant le groupement sol-air moyenne portée. Dans cette optique, les deux sections Mamba ont été déployées pour parcourir les 250 kilomètres qui séparent Toulouse de Biscarosse et progresser au rythme des forces opérationnelles terrestres.

Lors de la deuxième semaine, le Mamba a été éprouvé en tirs réels sur le site DGA « Essais de missiles » de Biscarosse.

Lucie Lauby, directrice des tirs et responsable des préparations, sécurisation et coordination des tirs résume : « *Durant cette campagne Nawas, en plus du missile Aster 30 du Mamba, nous avons tiré une dizaine de missiles Hawk – un système d’armes voué à disparaître à brève échéance – et une quarantaine de missiles Mistral.* »

■
Éléonore Krempff

De Naouas à Nawas : origine et déclinaisons

Créé en 2005, l'exercice emprunte son nom à un lieu-dit proche de la côte landaise, Naouas, où se déroulaient des tirs de canons antiaériens. Anglicisée en « Nawas », l'appellation s'est dans un premier temps déclinée en « *No Aircraft Wins Air Superiority* », sous-entendu qu'avec une telle défense sol-air « *aucun aéronef ne dominerait l'espace aérien* ». L'édition Nawas 2012 privilégie l'esprit interarmées : « *Armed Force Wins Alone and Selfishly* », pouvant se traduire par « *aucune armée ne peut vaincre seule, sans l'aide des autres* ».

Le BPC
Dixmude
participait
à cet
entraînement
bilatéral.



CÈDRE BLEU

EXERCICE FRANCO-LIBANAIS

Sur la côte libanaise, mi-mars, les forces armées des deux pays se sont entraînées à la neutralisation d'un groupe terroriste lors de cette importante manœuvre amphibie.

Le groupe Jeanne d'Arc a participé à une démonstration amphibie, au Liban, les 13 et 17 mars. Le premier jour était consacré au *rehearsal*, la répétition générale de l'opération, avant une restitution le 17 mars, en présence du chef d'État-Major des armées français, l'amiral Édouard Guillaud, de son homologue, le général Jean Kahwagi, et des hautes autorités militaires libanaises. Organisé par l'état-major libanais et le *High Readiness Force* de Toulon, qui ont élaboré le scénario en liaison avec la mission militaire française sur place, Cèdre bleu s'inscrit dans le cadre de la coopération franco-libanaise. Scénario de l'exercice : un groupe terroriste s'est emparé d'un pont et cherche à contrôler la route côtière, axe international majeur. D'importants moyens amphibies ont été mobilisés pour sécuriser la zone, les neutraliser et mener à bien l'opération. Des hélicoptères des deux pays (deux Gazelle et deux Puma français, deux Gazelle et un Bell libanais), partis en reconnaissance, assuraient la sécurité de la zone, tandis que le bâtiment de projection et de commandement *Dixmude* et

son escorte, la frégate anti-sous-marine *Georges Leygues*, surveillaient les espaces sous-marins, aériens et de surface. Application d'une action de coopération entre les forces armées libanaises et françaises, les deux engins libanais de débarquement d'infanterie et de chars ont permis la mise à terre, depuis le *Dixmude*, des troupes du groupement tactique embarqué (GTE), composé du 2^e régiment d'infanterie de marine, du 6^e régiment du génie et du 11^e régiment d'artillerie de marine.

La force conjointe franco-libanaise, précédée par une infiltration par voie hélicoptérée et maritime des forces spéciales libanaises, a mené un débarquement de troupes pour progresser ensuite en zone semi-urbaine jusqu'à la neutralisation de la menace. La coordination à terre, interarmées et interalliée, a été l'un des succès de cet exercice. Cèdre bleu a contribué à la montée en puissance des forces armées libanaises et à l'aguerrissement des élèves-officiers du groupe Jeanne d'Arc. ■

**Enseigne de vaisseau Marine Monjardé,
officier communication du *Dixmude***

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

DGSE RECHERCHE SPÉ



DGSE

« La DGSE est un melting-pot culturel. Ingénieurs, linguistes et étudiants de grandes écoles côtoient des sous-officiers et officiers qui apportent leur culture du terrain et des missions. Cette association fait la richesse de notre service. »

CIALISTES

La Direction générale de la sécurité extérieure a pour objectif de recruter 690 personnes sur la période 2009-2014. Civils ou militaires, les profils recherchés sont très divers. Leur point commun : être expert dans un domaine de compétence bien précis.

« **L**a Piscine », « la boîte », « la maison »... Les expressions ne manquent pas pour désigner le siège de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), installé près de la porte des Lilas, à Paris. Ce temple des agents « n'est pas une maison secrète, puisque nous sommes rattachés au ministère de la Défense. Notre budget est voté à l'Assemblée et plusieurs organismes d'État contrôlent nos finances, mais il demeure la maison des secrets », confie son directeur général, Énard Corbin de Mangoux.

Dans les couloirs, pas de nom ni de fonction sur les portes des bureaux. Pas d'annuaire téléphonique non plus. Ici, tout le monde s'appelle par son prénom et s'habille en civil. Sur les 5000 membres que compte la DGSE à travers le monde, peu travaillent directement au siège. Sur cet effectif total, on compte près de 30 % de militaires et cette proportion ne devrait pas changer dans les années à venir. Depuis 2009, le nombre de recrues augmente, la France ayant, à l'instar des autres pays, renforcé les moyens humains et financiers consacrés aux services de renseignements extérieurs après le 11 Septembre. Une politique consacrée par le Livre blanc sur la Défense et la sécurité nationale de 2008 qui a inscrit le renseignement comme l'une des priorités et a conduit à établir un vaste plan de recrutement pour la DGSE. Objectif fixé : embaucher 690 nou-

veaux agents sur 2009-2014. En incluant le turn-over, près de 1 700 personnes intégreront donc, dans la période, ce service parmi les plus confidentiels de la République. « *Lorsqu'un militaire entre à la DGSE, il s'agit d'une mutation comme une autre. Il est alors affecté au 44^e régiment d'infanterie, l'unité administrative de la DGSE* », explique Vincent Nibourel, le directeur des ressources humaines. Une fois agents, les militaires doivent apprendre à travailler de manière différente. Oubliés l'uniforme et le grade, les missions s'effectuent dans la clandestinité.

« *La nature de nos relations est plus transverse que hiérarchique* », explique Pascal, un sous-officier, dans la maison depuis sept ans.

Caroline, elle, y travaille depuis plus de dix ans. Après des études en géopolitique, elle entre à la Direction du renseignement militaire (DRM) en

tant qu'officier sous contrat. « *C'est là que j'ai pris goût au renseignement* », confie-t-elle. Son profil intéresse vite la DGSE. Après accord du ministère de la Défense, elle est approchée par « la boîte ». Les tests d'habilitation, psychotechniques et les entretiens avec un psychologue réussis, elle rejoint le service très exposé du contre-espionnage. Sa mission : « traiter des sources », c'est-à-dire identifier des personnes susceptibles de lui livrer des informations confidentielles pour ensuite les communiquer à Paris.

« *La DGSE est un melting-pot culturel*, précise le DRH. *Chez nous, ingénieurs, linguistes et étudiants de grandes écoles côtoient des sous-officiers et officiers qui apportent avec eux leur culture du terrain et des missions. Cette association fait la richesse de notre service.* »

Nicolas, un ingénieur civil recruté il y a quatre ans, évoque ses débuts : « *J'ai effectué un stage de fin d'études à la DGSE, mais, faute de poste à pourvoir, j'ai dû trouver du travail dans le civil. Trois ans plus tard, j'intégrais à nouveau la maison.* » Spécialisé dans la création de capteurs, il travaille directement pour l'opérationnel. Les agents de terrain, ses « clients » comme il les appelle, lui demandent de créer, selon les spécificités de leurs missions, des objets destinés à l'enregistrement visuel et sonore. « *Ce poste est très gratifiant et stimulant, car je dispose de moyens hors du commun et je sais tout de suite si mon invention a répondu aux attentes.* »

« *Si les agents peuvent parfois se livrer à deux ou trois "jamboneries", ils sont loin des héros de fiction. Ce sont des experts dans un domaine très précis. C'est la clé de la réussite, car on n'obtient de vrais renseignements que de ce que l'on maîtrise parfaitement* », insiste le DRH. À la DGSE, il faut apprendre à se passer de la reconnaissance du grand public. Que l'un d'entre eux concoure à empêcher un attentat, il n'en retirera aucune publicité gratifiante. Fonction oblige. Héros anonymes, les agents sont animés par le sentiment de servir l'État en agissant partout dans le monde, où cela est nécessaire. ■

Paul Hessenbruch

Intégrer la DGSE pour un militaire

Les officiers et sous-officiers doivent être volontaires, habilités et répondre aux critères de mutabilité. Ils doivent aussi satisfaire à des tests psychotechniques et à des entretiens avec un psychologue. La DGSE organise des séances d'information à destination des officiers et participe à des présentations en école pour les sous-officiers. Des messages de prospection mentionnant les spécialités recherchées sont également envoyés aux unités.

Renseignements : Ministère de la Défense - BP 359-07 - 75 Paris cedex 07

MORPHÉE RÉANIM

indispensables à la prise en charge de blessés dont l'état clinique permet une évacuation et nécessite la poursuite de soins complexes. Par ailleurs, cela permet de régénérer les capacités d'accueil et de soins des unités médicales opérationnelles en libérant les secteurs d'hospitalisation. » Contraintes de vol,

circuits électriques, sécurité cabine et rôle des membres de l'équipe : tout est passé en revue devant des stagiaires en formation initiale ou en maintien de compétence. « *Le convoyeur revêt une double casquette – médicale et aéronautique* – explique la capitaine Sophie

Chaque année, près de 90 militaires sont formés à l'utilisation de Morphée, modules dédiés à l'évacuation aéromédicale de blessés graves. Durant trois jours, médecins, infirmiers et convoyeurs de l'air apprennent à installer ce kit de réanimation ultrasophistiqué dans un C-135 et à l'utiliser.

Depuis 2006, trois fois par an, des médecins, infirmiers et convoyeurs de l'air participent à la formation Morphée. Derrière cet acronyme se cache une mission d'évacuation aéromédicale de 3 à 12 patients gravement blessés à bord d'un avion militaire transformé en hôpital. Sur la base aérienne d'Avord, dans le Cher, une trentaine de personnes étaient réunies en mars dernier pour apprendre à installer en moins de huit heures des « *Modules de réanimation pour patient à haute élongation d'évacuation* » dans l'un des 11 avions C-135 mis à disposition par l'armée de l'Air.

Lors de la première journée, consacrée à la théorie, les instructeurs expliquent l'objectif de Morphée et les moyens déployés. Les stagiaires découvrent que le C-135 permet des évacuations longue distance car il peut voler dix heures sans escale. « *Lors du déclenchement d'une alerte, chaque membre de l'équipe médicale d'astreinte rejoint la base aérienne d'Istres. Ensuite, nous avons six à huit heures pour préparer l'appareil qui ira récupérer des patients pour les rapatrier*, explique un formateur. Le plan Morphée permet d'assurer le continuum des soins

Latil, convoyeuse de l'air et instructeur de la formation. *Il est le lien entre le commandant de bord et le directeur médical.* » Les convoyeurs de l'air font partie des 24 personnes constituant une mission Morphée. Si les 12 membres de l'équipage appartiennent à la base d'Istres, ceux de l'équipe médicale – 2 anesthésistes-réanimateurs, 5 infirmiers, 2 médecins aéronautiques et 2 convoyeurs de l'air – sont, eux, issus des différents hôpitaux et bases militaires métropolitains. Selon les besoins, un spécialiste peut compléter ce dispositif. Ainsi, lors d'une mission au Kosovo en mars 2008, un chirurgien orthopédique rejoignait l'équipe ; quelques mois plus tard, un psychologue embarquait pour Uzbine, en Afghanistan. Cette première journée s'achève par la découverte de l'avion médicalisé posé sur le tarmac. L'aéronef suscite l'étonnement des stagiaires comme le médecin principal Julien Bordes, anesthésiste-réanimateur à l'hôpital Sainte-Anne, qui est « *impressionné par l'intégration des technologies médicales dans cet espace* ».

Le deuxième jour est consacré à la pratique avec le montage des kits médicaux dans l'avion et la gestion des pannes d'électricité et d'oxygène. La cabine, obscure, exigüe ■■■

En haut : le kit Morphée – modules de réanimation pour patient à haute élongation d'évacuation – est installé en moins de huit heures dans l'un des C-135 de l'armée de l'Air. L'avion, transformé en véritable hôpital, peut mener des missions d'évacuation au profit de 3 à 12 blessés graves sur une longue distance. Ci-contre : lors de la formation, l'équipe médicale apprend à installer les modules médicaux et à gérer les pannes d'électricité et d'oxygène.

ER EN PLEIN CIEL



PHOTOS: JEAN-LUC BRUNET/ARMÉE DE L'AIR



«Même si la cabine est exiguë, le kit Morphée permet de réaliser nombre d'actes médicaux, de la simple perfusion à l'assistance respiratoire...»



■■■ et bruyante, rend les gestes médicaux moins aisés, mais offre la possibilité de réaliser un grand nombre d'actes, de la simple perfusion à l'assistance respiratoire. Monitoring, ventilateur, pousse-seringues électriques, le kit Morphée rassemble l'essentiel des moyens de réanimation, adaptés aux normes aéronautiques. Au sein d'un module, chaque appareil est maintenu par des loquets et branché à une prise dédiée. L'environnement ne permet cependant ni radiographie, ni dialyse, ni chirurgie. «Les blessés doivent

Pour la première fois, des militaires allemands suivaient la formation.

être stables avant d'embarquer, précise le médecin en chef Laurent Grasser, anesthésiste-réanimateur à l'hôpital du Val-de-Grâce. Tout geste invasif, comme la pose d'un drain ou d'un cathéter, ne se fera qu'en cas d'absolue nécessité.»

Pour plonger les stagiaires dans la réalité d'une mission Morphée, un vol avec simulation de descente en urgence est organisé. De retour sur le tarmac, le médecin principal Bordes tire une première conclusion : «L'environnement étant bruyant, il faudra développer une communication gestuelle avec l'infirmier-anesthésiste pour s'occuper des patients.»

Troisième et dernier jour de stage : pour recevoir la qualification, les stagiaires sont évalués par petits groupes. En attendant leur tour, des «anciens» confrontent leurs expériences. «En janvier 2012, lors d'un plan Morphée en Afghanistan, je me suis rendu compte qu'il était important de rassurer les blessés sur le déroulement du vol et sur l'état de leurs camarades», livre le médecin principal Emmanuel Audoux, médecin référent de l'aviation légère de l'armée de Terre. Un conseil utile pour la plupart des stagiaires, désormais aptes à prendre une astreinte Morphée. En cas d'alerte, ils n'auront que quelques heures pour se rappeler ce qu'ils ont appris en formation, avant le décollage.

■
Nelly Moussu

Allemands et Belges testent le kit

Le dernier jour du stage, l'A310 médicalisé allemand s'est posé près du C-135 utilisé pour la formation médicale sur la base d'Avord. Le médecin en chef Marc Puidupin, instructeur Morphée, n'avait pas revu cet appareil depuis dix ans. En 2002, lorsqu'a lieu l'attentat de Karachi, la France ne possède aucun moyen d'évacuation aéromédicale pour blessés graves. Les Allemands proposent alors leur avion médicalisé. Le praticien intègre l'équipe médicale pour rapatrier les victimes françaises. Le projet Morphée est lancé à la suite de cet événement.

Symbolique, la présence de cet avion démontre la volonté de collaborer des services de santé européens. Pour la première fois, des militaires allemands et belges ont suivi la formation Morphée, sans en recevoir la qualification. Une ouverture balbutiante mais logique d'après le médecin anesthésiste germanique

Klaus Völker, de l'hôpital militaire de Coblenz : «Les évacuations médicales de blessés graves peuvent toucher plusieurs nations, d'où l'intérêt de se former et de travailler ensemble. Cela permet la suppléance pour un objectif commun : sauver nos soldats alliés.» À ses côtés, l'adjudant Laurent Fournil, convoyeur de l'air belge au sein de l'EATC (commandement européen du transport aérien militaire), ajoute : «En 2011, parmi les évacuations aéromédicales – en dehors de Morphée –, on comptait une centaine de patients dont la nationalité ne correspondait pas à l'avion qui les rapatriait. Nous serons de plus en plus confrontés à ce phénomène, et cela pourrait concerner la mission Morphée.»

Les deux hommes ont suivi la formation et comparé les moyens français et allemands. Pour Klaus Völker, «le matériel médical et l'organisation se ressemblent. C'est surtout en termes

d'expérience médicale qu'il faut que nous échangions car nos pratiques sont différentes.» L'adjudant Fournil souhaiterait quant à lui «que soit accru le mélange de nationalités dans les équipes médicales. On est tous déployés sur les mêmes théâtres.

Les fondations sont établies, il faut poursuivre la coopération des services de santé européens.» Mais cela prendra du temps car des obstacles se dressent sur la route des médecins, comme la barrière de la langue ou la variété des pratiques médicales qui peut nuire au patient. «Néanmoins, l'EATC souhaite renforcer la formation commune de nos équipes médicales dans ce domaine», ajoute le médecin chef des services Roul, qui espère pouvoir ouvrir davantage la formation Morphée aux nations membres de l'EATC l'an prochain.

■
N. M.

ARMÉES[♦]**D'AUJOURD'HUI**

16/04 HOMMAGE À RAYMOND AUBRAC À L'HÔTEL DES INVALIDES

La cérémonie d'honneurs militaires rendus à Raymond Aubrac à l'hôtel national des Invalides, à Paris, s'est déroulée sous la présidence du chef des Armées, Nicolas Sarkozy. Gérard Longuet, ministre de la Défense et des Anciens Combattants, et Marc Laffineur, secrétaire d'État aux Anciens Combattants, étaient présents afin d'honorer la mémoire de ce

grand résistant à l'Occupation et au régime de Vichy, qui s'est éteint le 10 avril à l'âge de 97 ans. Des détachements des trois armées et un détachement Nedex (neutralisation, enlèvement, destruction des explosifs) rappelaient que Raymond Aubrac avait été chargé par le général de Gaulle de la responsabilité du déminage du littoral au début de l'année 1945.



PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE



CCH COUTY/17^e RGP

16/04 LE 17^e RGP DE MONTAUBAN DÉCORÉ DE LA CROIX DE LA VALEUR MILITAIRE

En présence du chef d'état-major de l'armée de Terre, le général d'armée Bertrand Ract-Madoux, le ministre de la Défense et des Anciens Combattants, Gérard Longuet, a présidé une prise d'armes au 17^e régiment du génie parachutiste (RGP) de Montauban. Lors de cette cérémonie, cette unité a été décorée de la fourragère aux couleurs du ruban de la

Croix de la Valeur militaire. Premier régiment à recevoir cette décoration, le 17^e RGP avait déjà été cité deux fois à l'ordre de l'armée pour son engagement au Liban en 1980 et 1983, puis une troisième fois pour son engagement en Afghanistan. Le 17^e RGP est organisé, équipé et entraîné pour remplir les missions d'appui génie de la 11^e brigade parachutiste.

17/04 LANCEMENT DU PROGRAMME STRATÉGIQUE CONTACT

Gérard Longuet, ministre de la Défense, a annoncé le lancement de la première phase du programme stratégique Contact destiné à équiper les forces armées, à partir de 2018, en postes de radio tactiques de nouvelle génération, s'appuyant sur une technologie innovante de radio logicielle. Élément essentiel du programme Scorpion – qui vise à renouveler et moderniser les moyens des groupements tactiques interarmes

de l'armée de Terre –, ces postes radio permettront une transmission simultanée et hautement sécurisée de voix et de données. Ces radios équiperont en particulier les futurs véhicules blindés multirôles de l'armée de Terre, appelés à remplacer les actuels véhicules de l'avant blindés. Elles constitueront un élément vital de la sécurité et de la capacité d'action tactique des fantassins et des véhicules blindés déployés en opération.



H. LAURENT / ARMÉE DE TERRE/EVA



DGA

04/04 EXERCICE D'INTERCEPTION D'UNE CIBLE SUPERSONIQUE

La Marine nationale et la Direction générale de l'armement ont réalisé avec succès, à partir de la frégate *Forbin*, l'interception par le système Paams (*principal anti-air missile system*) d'une cible aérienne simulant l'attaque d'un missile antinavire supersonique volant

à très basse altitude. Ce tir, une première en Europe, démontre la capacité de Paams à protéger un groupe aéronaval contre un missile à hautes performances. Après détection et poursuite, la cible a été interceptée par un missile Aster 30 en quelques dizaines de secondes.

30/03 1^{re} CÉRÉMONIE OFFICIELLE POUR LES INGÉNIEURS D'INFRASTRUCTURE

La première promotion d'ingénieurs militaires d'infrastructure a rendu hommage à l'illustre maréchal Vauban, à l'église des Invalides, en présence du général de corps aérien Vitry, directeur du Service d'infrastructure de la Défense. Ils ont pu à cette occasion rencontrer le général d'armée Cuhe et le général de corps d'armée Dary,

gouverneur militaire de Paris. Le 18 juillet, ces ingénieurs se retrouveront à Angers pour leur baptême de promotion, achevant ainsi leur première année de formation militaire. Ils ont vocation à former l'encadrement supérieur du Service d'infrastructure de la Défense, placé sous l'autorité du Secrétariat général pour l'administration.



SCA



DGA

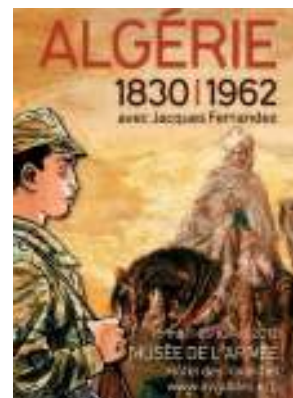
20/04 LA DGA RÉCEPTIONNE LE 3^e ENGIN DE DÉBARQUEMENT AMPHIBIE RAPIDE

Pris en charge par la flottille amphibie de la Marine nationale à Toulon, ce troisième Edar, engin de débarquement amphibie rapide de 30 mètres de long, 12 mètres de large et d'une capacité d'emport de 80 tonnes, est un catamaran rapide en mode transit et un navire à fond plat pour débarquer les véhicules transportés. Chaque bâtiment de

projection et de commandement peut emporter deux Edar dans son radier. Le premier engin a été livré en novembre 2011 et a participé à l'exercice *Bold Alligator* au large de la côte Est des États-Unis. Le second, réceptionné en janvier, accompagne actuellement le BPC *Dixmude* qui effectue la mission Jeanne d'Arc jusqu'en juillet.

16/05 - 29/07 EXPOSITION SUR L'ALGÉRIE AU MUSÉE DE L'ARMÉE

Un demi-siècle après les accords d'Évian, l'exposition Algérie 1930-1962 revient sur plus de 130 ans de présence militaire française en Algérie. Historiens, conservateurs, spécialistes de la peinture et des médias, musées, bibliothèques et institutions se sont investis pour son élaboration. Photos, reportages et archives audiovisuelles seront ainsi confrontés aux objets qui constituent les traces des événements militaires et des affrontements. Ils donneront aussi une idée de la perception qu'en ont eue les différentes parties prenantes, les opinions publiques, les acteurs politiques. De plus,



DR

les 250 dessins de Jacques Ferrandez, illustrateur de l'affiche et auteur de la bande dessinée *Carnets d'Orient*, accompagneront de façon originale les visiteurs tout au long du chemin.



SIRPA AIR

30/03 L'ESCADRON DE CHASSE CAMBRÉSIS REND SON FANION

Environ 800 personnes sont venues saluer l'escadron de chasse 1/12 Cambrésis de la base aérienne 103 de Cambrai-Épinoy qui rendait son fanion et fêtait également son 60^e anniversaire. Inscrite dans le processus de restructuration du ministère de la Défense, la dissolution de l'escadron marque un pas significatif vers la fermeture, cet été, de la

base aérienne 103. Depuis 2001, la surveillance et la protection du ciel du nord de la France est assurée 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 depuis la base aérienne de Creil par des avions de Cambrai. Cette mission sera maintenue dans les mêmes conditions dans les années futures avec le déploiement d'avions issus d'autres bases aériennes.

3 ARMÉES ...



JEAN-RAPHAEL DRAHIE/SIRPATERRRE

ROBERT DAL SOGLIO/MARINE NATIONALE



Parmi les ultimes innovations guerrières dans l'arsenal des nations, l'hélicoptère s'affirme depuis cinquante ans comme un outil nécessaire au succès des opérations modernes. Il trouve sa place et ses missions au sein de chaque armée, employé seul ou en combinaison avec des moyens terrestres, aériens et navals.



SIRPA TERRE

600 HÉLICOS

PRECISION : Ce chiffre de 573 correspond au nombre total d'hélicoptères détenus « en parc »-aujourd'hui dans les armées. Sont actuellement en service **489 appareils**, répartis au sein de chaque armée selon les pourcentages indiqués. Le différentiel est constitué par des appareils en attente de décision sur leur avenir, à différents stades (par exemple : réforme, en attente d'enquête, etc.)

«La flotte de la Défense vit un chan



Interview du contre-amiral Thierry Niogret, commandant interarmées des hélicoptères.

JEAN-JACQUES CHATARD/DICOD

Quel est le rôle du Commandement interarmées des hélicoptères (CIH), créé en 2009 ?

Cet organisme s'impose comme le conseiller privilégié du chef d'État-Major des armées et des « autorités d'emploi », c'est-à-dire les chefs d'état-major d'armées, en ce qui concerne le « domaine hélicoptère ». Il dispose d'une vision d'ensemble de la ressource « hélicoptère » du ministère. Il apporte ainsi l'expertise opérationnelle nécessaire aux travaux du niveau stratégique et répond aux besoins « hélicoptères » requis par les contrats opérationnels. Il améliore enfin la cohérence d'un domaine partagé par les trois armées et facilite la convergence en matière d'emploi, de soutien et de capacité.

Pourquoi la création d'une telle structure ?

Ce besoin d'une vision globale s'impose dans la mesure où la flotte d'hélicoptères de la Défense, caractérisée par une grande diversité des matériels en service,

vit aujourd'hui un changement de génération. Avec 573 appareils en service, dont deux tiers appartiennent à l'armée de Terre et un tiers est réparti de façon sensiblement égale entre l'armée de l'Air et la Marine, cette flotte représente environ 85 % des hélicoptères de l'État. Déjà rationalisée dans la loi de programmation militaire en cours, la flotte verra son âge moyen passer de 27 à 19 ans entre 2011 et 2020. Elle s'articulera à terme autour de quatre parcs principaux : Tigre, Caïman, Caracal et futur hélicoptère polyvalent. Cette importante mutation doit être accompagnée en faisant converger les pratiques liées à l'homogénéisation du parc et en facilitant l'optimisation des ressources et la préparation des futurs équipements.

En matière d'emploi, la composante « hélicoptère » contribue aux cinq fonctions stratégiques et concourt à toutes



JEAN-JACQUES CHATARD/DICOD

gement de génération»

les missions, grâce aux capacités très variées de ces aéronefs : basse à haute intensité, opérations spéciales, sauvetage, soutien de l'action de l'État... La gestion de ces moyens s'interarmise donc, tout en préservant les spécificités et l'expertise de chaque armée, à la fois pour répondre à de fortes sollicitations et pour garantir la mise à disposition de capacités adaptées aux effets recherchés. Cette coordination s'impose lors de la planification de l'engagement (génération de force, compatibilité des normes opérationnelles...), pendant la phase de conduite des opérations (intégration aux cellules de crise du CPCO...) et lors de l'exploitation des retours d'expérience.

Quel bilan tirez-vous, en ce qui concerne le CIH, des opérations menées l'année dernière ?

2011 a permis de tester ces processus puisque le nombre et la nature des

engagements ont exigé des hélicoptères un effort soutenu, d'un niveau inégalé depuis la guerre du Golfe. Elle a illustré la diversité de l'apport des hélicoptères à l'action militaire, efficaces dans des dispositifs de sûreté (sommet du G8), aptes à produire des effets tactiques irremplaçables (Afghanistan), ou des effets opératifs ciblés, en appui d'une stratégie globale (Côte-d'Ivoire). Surtout, Harmattan a prouvé qu'un emploi autonome d'unités d'hélicoptères pouvait contribuer à l'obtention d'une décision stratégique.

Beaucoup de ces enseignements valident les choix récents en matière capacitaire ou d'emploi. Ils mettent aussi l'accent sur la nécessité de conserver une assise organique qui garantisse, jusqu'au niveau interarmées, une préparation opérationnelle solide, l'efficacité de l'engagement et des capacités ultérieures de régénération. ■

CHRISTOPHE FIARD / DIOC



« Les enseignements tirés des opérations en 2011 valident les choix récents. »

**En haut : Fennec.
Ci-dessous : Panther.
À gauche : Caracal.**



LUDOVIC PICARD / MARINE NATIONALE



Une épopée des temps

Utilisé pour évacuer les blessés dans les années 1950, armé par l'artillerie... l'hélicoptère voit ses fonctions évoluer et se diversifier au fil des avancées technologiques dont il bénéficie.

L'hélicoptère militaire est certainement l'une des innovations technologiques majeures de l'après-Seconde Guerre mondiale. La plupart des autres progrès technologiques intervenus depuis lors, aussi spectaculaires qu'ils aient pu apparaître, ne sont en effet que des évolutions d'appareils inventés auparavant. C'est d'abord son utilité en matière d'évacuation sanitaire – et donc ses retombées positives sur le moral des troupes – qui est reconnue, par les Américains en Corée et par les Français en Indochine. À Suez, en 1956, les Britanniques réalisent le premier assaut héliporté depuis une plate-forme en mer. Et, durant la guerre d'Algérie, les Français sont les premiers à l'utiliser massivement dans la manœuvre d'infanterie légère avec le Sikorsky et le Vertol, mais aussi à l'armer afin de contribuer à l'appui feu de ladite infanterie. Ce modèle français servira de base à l'armée américaine quelques années plus tard, au Vietnam, conflit durant lequel les hélicoptères (singulièrement, le

Cobra et l'Iroquois) gagneront définitivement leur statut d'outil majeur du combat terrestre, comme le cinéma hollywoodien l'a abondamment montré. Les Soviétiques ont, quant à eux, engagé 800 hélicoptères (dont le fameux MI-24) entre 1980 et 1989 en Afghanistan.

Liaison, observation, renseignement, logistique, médecine de l'avant, manœuvre, appui feu, combat antichars, récupération de personnels derrière les lignes ennemies, opérations spéciales : il n'est aujourd'hui plus guère d'action qui puisse sérieusement se concevoir sans ce formidable démultiplicateur de possibilités, et ce, quel que soit le terrain, de jour comme de nuit et par tous les temps. Avec lui, le concept d'« enveloppement vertical » a pris un sens nouveau, il contribue à fluidifier l'action dans les zones de résistance, et ce, tout en étant également une arme de contact ! À tous ces titres, il se pose en véritable successeur de ce que fut durant des siècles la cavalerie. Tout cela peut d'ailleurs être transposé presque intégralement à la guerre sur mer.



modernes

Qu'on se souvienne du sous-marin argentin coulé à quai par deux Lynx britanniques pendant la guerre des Malouines. Les capacités uniques de ces appareils s'ajoutent à celles des avions. Parce qu'il peut être basé sur de nombreux types de bâtiments – et donc « distribué » –, l'hélicoptère épaissit la trame du dispositif d'une force navale. Enfin, dans les opérations à partir de la mer, cet aéronef s'est révélé être l'une des plus parfaites interfaces qui soient pour lier terre et mer; il a ainsi joué un rôle central dans la redéfinition des opérations amphibies, qui ne peuvent aujourd'hui se concevoir sans lui. Et tout cela sans même parler de son immense – et quotidienne – utilité dans les innombrables tâches de police ou de sécurité civile, qu'il s'agisse, là encore, d'évacuations sanitaires, de surveillance du sol et de l'espace aérien, de sauvetage, de lutte anti-incendie, d'interventions en cas de catastrophes naturelles, et d'actions antiterroristes ou de maintien de l'ordre. Bien sûr, cet outil possède des limites techniques et il ne saurait non plus devenir un

outil miracle. D'ailleurs, en existe-t-il? À la guerre encore moins qu'ailleurs, la pensée magique n'est pas de mise. Et c'est peut-être là que réside un danger : si des avancées technologiques considérables semblent sur le point d'être réalisées, il ne faudrait sans doute pas que la recherche simpliste et linéaire de la surenchère technique prenne entièrement le pas sur la réflexion tactique, opérative et stratégique, au risque, à terme, d'annuler une partie des atouts de cette formidable machine. De difficiles compromis entre puissance, sophistication et coûts vont donc devoir être trouvés. Quoi qu'il en soit, une chose paraît certaine : tout comme le drone, il va très certainement être l'outil militaire qui connaîtra tout à la fois les plus spectaculaires bonds technologiques, mais aussi l'extension de ses capacités et de ses domaines d'action. Il est donc destiné à être toujours plus un acteur essentiel de la Défense – et même, dans certains cas, un premier rôle. ■

Laurent Henninger, Irsem



Les Français sont les premiers à utiliser l'hélicoptère dans la manœuvre d'infanterie légère.

Ci-dessus : Diên Biên Phu, 1953, évacuation sanitaire par un Sikorsky de blessés de l'opération Castor. Ci-dessous : Algérie, 1956, leur opération achevée, des soldats français sont récupérés par un Sikorsky.



L'outil de toutes les int

Reconnaissance, récupération de personnel, combat, aéromobilité, sûreté aérienne... Les tâches confiées aux hélicoptères des trois armées sont multiples. Morceaux choisis.

Search and rescue lors de la tempête Xynthia

**Capitaine Cédric Chauchoy,
escadron d'hélicoptères Pyrénées**

« Fin février 2010, Météo France annonce une perturbation d'envergure, baptisée Xynthia, qui nous conduit à mettre en alerte, outre le Puma habituel, un second Puma et un Caracal. Le 28, nous décollons en fin de nuit pour découvrir au lever du jour les paysages immergés de la région rochelaise. D'emblée, nous nous portons au secours et évacuons vers les hôpitaux des familles et des groupes de personnes rassemblées dans des lieux isolés et complètement inaccessibles. Nous utilisons pour cela le vol stationnaire et l'hélitreuilage, deux capacités primordiales dans ces circonstances. L'altitude offre aux équipages un champ de vision et une capacité de recherche supérieure aux équipes terrestres. La machine

nous confère une rapidité d'intervention et une possibilité d'agir au plus près des victimes. Enfin, l'hélicoptère permet le transport sous élingue de matériel de secours (pompes, groupes électrogènes) impossible par voie routière ou trop lente par bateau. La gratitude des personnes secourues vaut largement toutes ces heures d'entraînement et d'alerte... »

Raid en Libye pendant Harmattan

Capitaine E., pilote de Tigre

au 1^{er} régiment d'hélicoptères de combat

« Syrte est encore aux mains des fidèles de Kadhafi fin septembre 2011. Depuis le 15 du mois, les forces rebelles tentent d'entrer dans la ville. Au large, sur le BPC *Tonnerre*, les hélicoptères français préparent leur 37^e mission de nuit, pour reconnaître le terrain et détruire les véhicules et l'armement des soldats ennemis. Ce 24 septembre, à bord du Tigre,



JEAN-BAPTISTE TABONE/SIRPA TERRE

Interventions

J'ai tout de suite senti que l'ennemi était beaucoup plus offensif et virulent, car très exposé. Heureusement pour nous, la nuit noire et le fait d'être très bas et toujours en mouvement nous rendaient difficilement décelables et nous permettaient d'avoir une très bonne visibilité sur les positions ennemies grâce à nos caméras thermiques. Nous avons rapidement repéré de nombreux objectifs et les avons tous détruits lors de cette mission intense qui a duré deux heures et demie. Doté de tout son armement et d'une autonomie de plus de trois heures, le Tigre était l'outil parfait pour cette opération. Ce jour-là, les forces amies ont pu avancer jusqu'aux portes de la ville de Syrte sans combat et donc sans blessé. Acquisées en Afghanistan, les lettres de noblesse du Tigre ont été gravées dans le marbre en Libye. »

Lutte contre le narcotrafic

Capitaine de corvette Xavier Giry,
commandant en second de la Flottille 36 F

« Les actions de lutte contre le narcotrafic sont de vraies missions de chasse, mais toujours effectuées dans un cadre juridique très strict. Elles sont réalisées en étroite collaboration avec les pays alliés et les administrations compétentes. Ma plus longue mission a duré six heures, de nuit. Nous avons détecté un *go fast* montant vers l'arc antillais depuis les côtes vénézuéliennes et nous l'avons pisté pendant près de quatre heures. Pour ce type de mission, l'équipage du Panther dispose d'une capacité de tir de précision, utilisée pour dissuader ou stopper les esquifs. Nous avons guidé l'embarcation de transport rapide sur près de 100 kilomètres afin qu'elle intercepte le bateau des trafiquants.

Ces opérations requièrent une certaine pugnacité et sont techniquement assez pointues parce qu'il faut tenir le contact pendant plusieurs heures, coordonner l'action avec les commandos et stopper le *go fast*. Le couple hélicoptère-embarcation rapide permet d'obtenir des résultats probants dans la lutte contre le narcotrafic. »

Récupération de personnel en Côte-d'Ivoire

Chef de bataillon J., commandant
le détachement hélico du Groupement
des forces spéciales

« À Abidjan, dans le quartier de Cocody, les factions ivoiriennes faisaient peser une menace de prise d'otages sur la représentation japonaise. Celle-ci lance un SOS à l'Onuci le 6 avril 2011. Dans l'après-midi, une opération est préparée par le groupe des forces spéciales déployé au sein de la force Licorne, en liaison avec l'ambassadeur japonais qui renseigne sur la situation et décrit précisément les lieux. En pleine nuit, trois Cougar décollent du camp. Deux groupes sont mis en place par corde lisse dans une rue adjacente de l'ambassade pendant qu'une machine assure l'appui feu. Les commandos investissent les lieux, sécurisent les huit personnes présentes et assurent leur évacuation par les deux appareils posés à proximité. Entre le décollage et la fin de la mission, quarante minutes se sont écoulées et aucun coup de feu n'a été tiré. L'effet de surprise, allié à la dissuasion que fait peser l'appui feu, a été total. Dans ce genre d'opération, la souplesse d'emploi et la célérité qu'offre l'hélicoptère sont capitales. » ■

Propos recueillis par la rédaction

OLIVIER DUBOIS/SIRPA TERRE



Les capacités d'emport d'armements divers (à gauche, tir de missile air-air) et de vol stationnaire (en haut, dépôt d'une grappe humaine) font de l'hélicoptère un outil adapté à tout type d'opération.

Former et entretenir

Pas d'hélicoptère sans pilote ni mécano. Gros plan sur les aspects de la formation des équipages et de la maintenance des appareils.



PHOTOS: J. BARDENET/SIRPA TERRE

La formation initiale du pilote d'hélicoptère vise à l'apprentissage des savoir-faire de base : pilotage, navigation, procédures d'urgence... Dispensée pendant neuf mois à l'École de l'aviation légère de l'armée de Terre de Dax (Landes), elle regroupe annuellement une centaine de stagiaires des trois armées et de la gendarmerie, ainsi que quatre officiers belges. Au programme : des cours théoriques d'aéronautique alternant avec 120 heures de vol sur Calliopé (hélicoptère-école) et 22 heures sur simulateur. Cette phase initiale débouche sur la licence civile (technique de vol, reconnue au niveau européen) et le brevet de pilote militaire (pilotage opérationnel).

Chaque stagiaire poursuit ensuite sa formation au sein d'un centre de son armée : l'École d'application de l'aviation légère de l'armée de Terre du Luc-en-Provence (Var), le Centre d'instruction des équipages d'hélicoptères d'Orange

(Vaucluse) pour l'armée de l'Air et l'École de spécialisation sur hélicoptères embarqués de Lanvéoc-Poulmic (Finistère). La formation dite « avancée » consiste en une spécialisation des jeunes pilotes à leur futur métier et sur les différents types d'hélicoptères d'attaque ou de manœuvre (transport, lutte anti-sous-marine, mesure active de sûreté aérienne...). Elle comprend le vol de nuit, le vol tactique, le vol aux instruments... Cette année de formation confère, dans l'armée de Terre, le niveau de chef de bord (un appareil), puis de chef de patrouille (trois hélicoptères). Pour l'armée de l'Air et la Marine, la qualification se poursuit sur plusieurs mois en formation continue dans les unités d'affectation.

Le site du Luc comprend également l'École franco-allemande de formation des pilotes de Tigre et le futur Centre de formation interarmées du NH90 (qui commence à équiper la Marine et l'armée de Terre) qui ouvrira ses portes à 160 stagiaires en 2013.



PHOTOS: BRUNO BIASUTTO/DICOD

La particularité

de la maintenance des hélicoptères repose tout d'abord sur sa gestion. Celle-ci est conçue en fonction du type d'appareils et non selon une logique d'armée. Le Caracal, qu'il appartienne à la Marine ou à l'armée de l'Air, sera soutenu par la même chaîne de maintenance, selon des procédures identiques. Dans le domaine aéronautique comme ailleurs, la maintenance comporte plusieurs niveaux, de l'utilisateur au constructeur. Deux échelons peuvent être distingués : le niveau de soutien opérationnel, qui va du mécanicien d'unité aux ateliers de l'armée d'appartenance, et le niveau de soutien industriel, qui concerne les révisions hautement technologiques et les réparations lourdes. Chaque machine fait l'objet d'un suivi très strict, qui offre une traçabilité complète de chaque appareil : nombre d'heures de vol, incident survenu, échange de pièce, etc. Le logiciel Atams permet, de bas en haut de l'échelle du soutien, d'assurer ce suivi pour garantir la navigabilité des appareils.

Cette navigabilité peut se définir par la capacité de mise en vol d'une machine. Elle répond à des critères européens et se traduit par une certification de chaque appareil. Pour en disposer, un ensemble de paramètres doivent être réunis : respect des procédures, habilitation des maintenanciers, conformités des ateliers, etc. La Structure intégrée du maintien en condition opérationnelle des matériels aéronautiques de la défense (Simmad) est garante de ce maintien en navigabilité. Elle définit les directives techniques, administre les stocks de pièces et participe à la gestion des crédits alloués pour leur utilisation optimale. Dans ce domaine, la Simmad intervient dans les passations de marchés avec les prestataires privés ou étatiques. Le Service industriel de l'aéronautique est le prestataire étatique principal. Outre son organisation industrielle, il dispose d'une expertise technique autonome et garantit au sein de ses cinq ateliers un soutien industriel durable l'ensemble des parcs, de la Gazelle au NH90.

■
CIH



La navigabilité se traduit par une certification de chaque appareil.

De gauche à droite : simulateur de vol du NH90. Entraînement dans un simulateur Tigre. Différents actes de maintenance sont effectués sur les Tigre à l'École franco-allemande du Luc-en-Provence.



Huit appareils au banc

Parmi les treize types d'appareils aujourd'hui en service au sein de la Défense, la rédaction a choisi d'en présenter huit. Un échantillon représentatif en termes de missions et de programmes.

GAZELLE HOT-VIVIANE

La Gazelle SA 342 est entrée en service dans l'armée de Terre au début des années 1980. Une partie de la flotte est transformée en Gazelle Viviane en 1998. Cet hélicoptère d'attaque équipe tous les régiments de l'aviation légère de l'armée de Terre (forces terrestres et spéciales). Sa relève sera assurée par le Tigre HAD (voir infographie) avant la fin de la décennie. Ses principales missions sont la reconnaissance jour-nuit et la destruction de blindés ou d'ouvrages protégés. La Gazelle HOT s'est particulièrement illustrée pendant la première guerre du Golfe, et plus récemment en Libye et en Côte-d'Ivoire.

Emport : 800 kg, 1 passager.

Armement : 4 missiles HOT.

Principaux équipements : viseur Viviane (voie thermique, optique, télémétrie laser).

TIGRE HAP

Le Tigre a été développé dans les années 1980-1990 pour remplacer les BO105 allemands et les Gazelle françaises. La version HAP (hélicoptère appui protection) est entrée en service en 2007 au 5^e régiment d'hélicoptères de combat. À terme, 40 appareils équiperont les forces terrestres et les forces spéciales de l'armée de Terre.

Le Tigre HAP remplit les missions d'appui feu (canon et roquettes), de destruction de cibles faiblement protégées, de protection d'unités terrestres engagées et de lutte antiaérienne. Il est engagé au combat en Afghanistan depuis l'été 2009 et a participé à l'opération Harmattan en Libye en 2011.

Emport : 3 t.

Armement : canon de 30 mm, 4 missiles air-air Mistral, 68 roquettes de 68 mm.

Principaux équipements : viseur principal de toit (optique, IR et TV), viseur pilote, 2 viseurs de casque, navigation inertielle couplée GPS, cartographie numérique, détecteurs de départ missile, alerte radar et laser, lance-leurres.

LYNX

Le Lynx équipe l'aéronautique navale depuis 1978. Cet appareil a participé à la plupart des opérations de la Marine au cours des trois dernières décennies comme système d'arme des bâtiments porteurs d'hélicoptères sur les côtes méditerranéenne et atlantique.

Utilisé principalement en lutte anti-sous-marine à partir d'une frégate, le Lynx peut également faire de la lutte antisurface. Il est progressivement remplacé par le NH90 Caiman.

Emport : 1,2 t, 6 passagers, 1,1 t sous élingue.

Armement : 2 torpilles Mk46 ou MU 90, possibilité de mitrailleuses ANF1 en sabord.

Principaux équipements : sonar, bouées acoustiques et système de transmission de données acoustiques, radar, caméra thermique, treuil de sauvetage.

PANTHER

Dérivé du Dauphin, le Panther arme depuis 1995 la flottille 36 F basée à Hyères. Il embarque sur les frégates de type Cassard, La Fayette et Floréal.

Sa mission principale est la lutte antisurface, en particulier la lutte antinavire, au profit de son bâtiment porteur. Il contribue régulièrement aux opérations de police en mer (lutte contre le trafic, surveillance des pêches) et de lutte contre la piraterie. Tous les appareils verront leurs capacités améliorées (système tactique, avionique, autoprotection, caméra thermique) d'ici 2016.

FICHES TECHNIQUES

d'essai

Emport : 1,4 t, 5 passagers, 900 kg sous élingue.

Armement : mitrailleuse ANF1 en sabord.

Principaux équipements : radar, système de traitement d'information Titus, treuil de sauvetage.

CAÏMAN MARINE

Destiné à remplacer le Super-Frelon dans ses missions de service public et de contre-terrorisme maritime ainsi que le Lynx dans ses missions de lutte anti-sous-marine et antinavire, le Caïman marine a été mis en service fin 2011. Ses performances et ses capacités apportent un outil de premier ordre pour la maîtrise du milieu aéromaritime. Au total, 27 Caïman seront livrés à la Marine d'ici 2021.

Emport : 3 t, 14 passagers, 4 t sous élingue.

Armement : torpilles MU90, mitrailleuse en sabord (à venir : missile air/mer).

Principaux équipements : radar panoramique, caméra thermique, liaison de donnée tactique, système de guerre électronique, système d'autoprotection, système acoustique, sonar trempé Flash, bouées actives et passives, treuil de sauvetage.

CARACAL

Conçu pour répondre aux besoins spécifiques des missions de sauvetage au combat et des opérations spéciales, cet appareil a effectué son premier vol d'essai en 2000 et a commencé à équiper les armées de Terre et de l'Air en 2005. Ses missions principales sont les opérations spéciales ainsi que la recherche et le sauvetage au combat.

Emport : 6 t, 24 passagers, 3 t sous élingue.

Armement : 2 mitrailleuses MAG58 en sabord, canon de 20 mm sur support SH20.

Principaux équipements : pilote automatique 4 axes avec CVS, radar météorologique et dégivrage, système de navigation inertielle, treuil et treuil de secours, caméra thermique, autoprotection, blindage.

COUGAR

Commercialisé en 1981 sur la base d'un SA 330 Puma, cet appareil a commencé à équiper les forces à compter de 1988.

Ses missions principales portent sur l'aérocombat (assaut hélicoptéré, transport tactique) et le soutien (transport logistique et évacuations sanitaires) au sein des forces terrestres et des forces spéciales.

Emport : 4,5 t, 24 passagers, 4 t sous élingue.

Armement : 2 mitrailleuses MAG56 en sabord, canon de 20 mm.

Principaux équipements : pilote automatique 4 axes, système de navigation autonome, radar doppler et météo, caméra thermique (sur Cougar rénové), treuil, autoprotection, blindage.

FENNEC

Cet hélicoptère léger biturbine, dérivé de la version monoturbine Écureuil, est entré en service en 1990. Équipant les unités de l'armée de l'Air, il est employé pour la sauvegarde de l'espace aérien et pour des missions de recherche sauvetage (SAR). Il participe également aux missions de souveraineté et de service public et est utilisé au sein de l'école de l'aviation légère de l'armée de Terre.

Emport : 1,2 t, 4 passagers, 1,1 t sous élingue.

Armement : canon axial de 20 mm en option.

Principaux équipements : caméra thermique, treuil.

SIRPA TERRE

1

G. DELIN

2

CHRISTOPHE FIARD

3

ROBERT DAL SOGLIO

4

JÉRÉMY LEMPIN

5

PHILIPPE GIRARD

6

ARMÉE DE TERRE

7

JEAN-JACQUES CHATARD

8



Tigre HAD

Cet hélicoptère de combat nouvelle génération est conçu par la France et l'Allemagne en association avec l'Espagne. Il a pour mission, en appui direct des forces terrestres ou de manière autonome, de traiter de jour comme de nuit des objectifs évoluant au sol ou dans l'espace aérien proche du sol. Dans sa version appui destruction (HAD), le Tigre dispose d'une puissance de feu importante, alliée à une capacité antichar offerte par le missile Hellfire. Livré à l'armée de Terre pour expérimentation tactique fin 2012, il entrera en service à l'automne 2013.

Viseur de toit

La caméra thermique offre une vision supérieure à 5 km

Équipage

1 pilote
+ 1 tireur
en tandem

CARACTÉRISTIQUES

Vitesse de croisière maximale :	270 km/h
Autonomie :	2 h 30 + réserve
Distance franchissable :	1 000 km
Altitude maximum :	4 000 m
Diamètre rotor :	13 m
Longueur :	16 m
Hauteur (sol/rotor) :	4,32 m
Masse :	
- à vide équipé :	4,1 t
- en mission :	5,9 t
- maximale au décollage :	6,6 t

Canon de 30 mm
Portée de 1 500 m

180°
53°



Motorisation

2 turbines de 1 500 ch

Faible signature radar et infrarouge due à l'étroitesse de sa silhouette, à sa structure en composite et à l'utilisation de peintures absorbantes.

Deux bras d'emport armement qui peuvent recevoir de façon modulaire, selon la mission :

4 paniers de lance-roquettes de 68 mm (22 roquettes maxi)

4 missiles air-air Mistral ou des réservoirs supplémentaires

Portée : 6 000 m

8 missiles Hellfire 2 (missiles anti-chars à guidage laser)

Portée : 8 000 m

Hybride X3 l'aéronef du

Une cellule de Dauphin bordée de deux ailes à hélices : tel est l'aspect du X3, projet expérimental d'Eurocopter testé en 2010 avec le concours de la DGA. L'hélicoptère de demain ?

Dernier bijou

techno-
logique de l'industriel franco-allemand Eurocopter, le prototype d'hélicoptère hybride X3 – prononcez « X cube » – était dévoilé en septembre 2010, à Istres, sur la base d'essais en vol de la Direction générale de l'armement (DGA). Le fabricant, qui finance ce projet en fonds propres, a fait appel à l'autorité technique de navigabilité de la DGA pour obtenir l'autorisation de mettre en vol le démonstrateur dans les conditions de sécurité requises. Neuf mois plus tard, présenté à l'occasion du salon du Bourget, cet aéronef combinant les avantages d'un hélicoptère et ceux d'un avion a fait sensation. Un succès déterminant pour le futur du transport par voie aérienne.

L'appareil, qui concentre les dernières avancées et prouesses technologiques, s'inscrit dans un contexte de concurrence et d'innovations marqué ces dernières années par les formules à rotors basculants (Bell Boeing V22 Osprey, Agusta 609) ou le X2 de Sikorsky. Le monde des hélicoptères a vu de nombreuses formules ou architectures testées, jusque dans les années 1960 principalement. Finalement, deux modèles classiques s'étaient imposés : un premier utilisant un rotor et un rotor de queue ; un second possédant un deuxième rotor axial. Aussi, l'architecture proposée par le X3 paraît-elle aussi innovante qu'évidente : greffer sur le fuselage deux bouts d'ailes équipées d'hélices tractrices pour assurer une part de la portance (jusqu'à 30 %) et de la poussée en vol d'avancement ; supprimer le rotor de queue, devenu inutile grâce aux hélices assurant également la fonction d'anticouple. Les vols d'essai qui ont précédé le Bourget ont permis de valider les points suivants : vitesse en bout de pale, paramètre d'avancement du disque rotor élevé, maniabilité-stabilité et aspects vibratoires



ANTHONY PECCHI

liés à la nouvelle architecture. Différentes configurations dans la répartition de portance entre l'aile et le rotor, ainsi que la fonction anticouple des hélices ont été étudiées. Cette phase constitue pour le constructeur un véritable succès, tant dans les choix techniques que dans les délais impartis. Malgré son apparente simplicité, ce concept d'hélicoptère hybride implique de nombreuses innovations et brevets : boîte de transmission en bout d'ailes, asservissement et commande au pas des hélices et, enfin, ralentissement du rotor principal à grande vitesse. Le reste de l'appareil utilise une cellule de Dauphin avec



des ensembles mécaniques empruntés à d'autres hélicoptères de la gamme Eurocopter (NH90, EC175 ...).

Côté pilotage, le maniement de cette machine reste naturel pour un professionnel. Une commande supplémentaire permet simplement à ce dernier d'afficher des paramètres de puissance au niveau des hélices pour explorer le domaine des grandes vitesses. La puissance des deux moteurs NH90 est transmise aux hélices au moyen d'un arbre à travers les ailes. Durant les vols d'essai, les performances principales ont été validées : l'hybride X3 a en effet atteint la vitesse de 420 km/h (seul le prototype X2,

de l'américain Sikorsky, le devance pour le moment avec plus de 460 km/h) et a réalisé des pentes à 50°, pour un taux de montée allant jusqu'à 5 000 ft/min (pieds par minute). Le démonstrateur d'Eurocopter constitue donc une avancée déterminante dans la connaissance de l'hélicoptère hybride. De leur côté, les Américains ont accumulé de nombreuses heures de vol avec le V22 Osprey, utilisé à des fins militaires, en Afghanistan par exemple. L'avenir dira si ces nouveaux types d'aéronef sont le futur du monde des transports par voie aérienne.

Ingénieur de l'armement Cyril Payerre, architecte hélicoptère à l'UM HELI/DGA

Durant les vols d'essais, les performances principales de l'X3 ont été validées : vitesse de 420 km/h, pentes de 50°, taux de montée jusqu'à 5 000 pieds par minute.

Malgré une apparente simplicité, l'X3, à mi-chemin entre l'avion et l'hélicoptère, implique de nombreuses innovations.

DETOURS CULTURE



JEAN PÉRAUD / ECPAD

SCHOENDOERFFER

Vétéran, baroudeur, le romancier et cinéaste Pierre Schoendoerffer s'est éteint le 14 mars à 83 ans. Il laisse en héritage une œuvre littéraire et cinématographique marquée par les guerres d'Indochine et d'Algérie...

« **L'**écrivain est Dieu, le cinéaste est roi, le reporter est esclave », racontait volontiers Pierre Schoendoerffer. Successivement esclave, roi et Dieu, Schoendoerffer a été influencé toute sa vie par son engagement dans l'armée française et son expérience du conflit indochinois. Fasciné par la destinée des hommes plus que par les raisons idéologiques d'une guerre, il laisse un héritage cinématographique et littéraire unique. « *Qu'as-tu fais de ton talent?* », son œuvre entière est une réponse à la parabole biblique qu'il se plaisait à citer.

Aventure et horizons lointains

Le 18 avril 1954, le jeune caporal-chef Pierre Schoendoerffer saute sur la cuvette de Diên Biên Phu. Cet Alsacien d'origine rêvant d'aventure et d'horizons lointains s'est engagé deux ans plus tôt comme caméraman au Service cinématographique des armées. Il a 24 ans et met fin à sa convalescence pour une blessure par balle à la jambe lorsqu'un ami

photographe lui demande de venir filmer les affrontements en Indochine. Fait prisonnier, il subit l'humiliation et les privations. Peu enclin à parler de ses quatre mois d'internement dans les camps viêt-minh, Schoendoerffer ne s'est que très rarement confié. En 2003, sur France Inter, il livrait cependant : « *En fait, il y avait une telle pression des commissaires politiques pour nous faire avouer la criminalité de notre guerre, le capitalisme avide, le colonialisme cupide; il ne fallait pas se tromper, si on mettait l'un dans l'autre, il fallait recommencer la leçon. Je me suis dit : "Ils veulent ça, je vais leur donner ça." La seule chose dont je ne suis pas fier, c'est qu'à un moment donné ils voulaient que je dise des conneries et j'ai dit des conneries, avec la restriction mentale jésuite, mais sans être jésuite; et ça m'est resté sur l'estomac. Mais ça n'a pas duré, ça n'a duré que quelques jours.* » À sa libération, il devient reporter-photographe et entame un tour du monde. À Hong-Kong, il rencontre

Joseph Kessel et, dans les volutes de fumée d'opium, les deux hommes rêvent d'évasion. De retour en France, pendant les affaires algériennes, Schoendoerffer retrouve le grand écrivain qui lui écrit le scénario de son premier film, *La Passe du diable*.

Carrière de réalisateur

Mais c'est en 1965, avec *La 317^e section*, que débute réellement la carrière du réalisateur. Tiré d'un livre qu'il a lui-même écrit peu de temps auparavant, le film suit une section locale de supplétifs laotiens et de quatre Français en Indochine qui reçoit un ordre de repli. Commence alors une marche forcée à travers la jungle pour tenter d'échapper aux forces viêt-minh. Cette œuvre, qui attire plus de 1,6 million de spectateurs dans les salles, remporte la palme du meilleur scénario au festival de Cannes. *La 317^e section* est saluée par la presse de tout bord politique comme un « chef-d'œuvre » et « le premier film de guerre français ». Rien de ■■■

Pierre Schoendoerffer, caméra Bell & Howell sur l'épaule, progresse dans l'eau, lors de l'opération « Claude » dans le secteur de Tien Lang au Tonkin, le 1^{er} septembre 1953.

CINÉASTE ENGAGÉ

■ ■ ■ moins. Pierre Schoendoerffer est désormais un cinéaste reconnu. La raison de ce succès tient d'abord au mérite qu'a le réalisateur de révéler en métropole la réalité d'une guerre lointaine, méconnue. En outre, *La 317^e section* fait figure d'ovni du cinéma puisqu'il est filmé à «hauteur d'homme» : le spectateur devient un élément de la section. La frontière est mince entre le document et la fiction. Deux ans plus



tard, nouveau triomphe. Le reporter de guerre revient sur ses propres traces pendant l'intervention américaine au Sud-Vietnam dans un documentaire, *La Section Anderson* (1967). Le film est diffusé en France et aux États-Unis où il remporte l'oscar du meilleur film documentaire. Entre deux tournages, Schoendoerffer s'attèle à l'écriture. *L'Adieu au roi*, en 1969, est récompensé par le prix Interallié. Là encore, l'héritage indochinois de l'écrivain inspire ce roman à la veine épique. Fort de ses premiers succès



cinématographiques, il tourne tour à tour *Le Crabe-Tambour* (1977) et *L'Honneur d'un capitaine* (1982). Le cinéaste se penche désormais sur le conflit algérien dont il a couvert les événements sanglants lors de ses reportages. Entre une Indochine oubliée et une Algérie encombrante, Schoendoerffer réhabilite une filiation de la mémoire et, à travers elle, celle des hommes des causes perdues. Dans son

livre, Pierre Schoendoerffer, Bénédicte Chéron évoque le «destin d'une génération portée à l'écran». Toutefois, «alors que la guerre d'Indochine suscitait une curiosité très peu idéologique, la guerre d'Algérie, elle, fait exploser le débat». *L'Honneur d'un capitaine*, qui aborde la question de la torture en Algérie, soulève de nombreuses polémiques. La charge virulente de la presse se concentre sur le «point de vue partisan» du réalisateur. Au-delà des critiques, Jacques Perrin, son acteur fétiche et son



MICHEL METEREAU/ECPAD



PHILIPPE ARBUS/ECPAD

ECPAD

Qu'as-tu fait de tes talents ?

Lors d'obsèques aux Invalides, il arrive souvent que la cathédrale des soldats soit comble; en revanche, ce qui fut bien plus rare en ce matin du 19 mars 2012, ce fut de voir une assistance aussi cosmopolite, unie et réunie autour du souvenir du même homme d'exception, Pierre Schoendoerffer. Si la foule était aussi diverse, c'est que chacun avait tenu à venir témoigner son affection pour une raison précise, qui correspondait à une période

de sa vie où il l'avait croisé. Et si la foule était si nombreuse, c'est que chacun avait tenu à lui rendre un dernier hommage, car cet ami était respecté et respectable! Au tout début, il fut un passionné de la mer, voire un aventurier, et ses premiers compagnons d'infortune étaient là pour sa dernière aventure sur terre. Il fut un soldat, qui se battit pour le monde libre en Indochine et ses compagnons d'armes, y compris ceux de détention, étaient présents

pour cet ultime combat. Il fut un journaliste courageux et ses amis des médias ont tenu à l'entourer pour un dernier reportage. Il fut aussi un cinéaste de talent et le monde du cinéma était présent pour honorer cette ultime séquence. Il fut enfin un écrivain, et ceux qui l'ont lu, comme ses amis de l'Institut, l'ont entouré pour tourner avec lui la dernière page de sa vie terrestre. Dans tous ses différents métiers, il fut en outre un

homme de courage, de foi, de conviction, qui, avec la magie de sa plume et de sa caméra, mais aussi la délicatesse de son cœur, de son âme et de son regard, sut défendre, valoriser, magnifier et même sublimer les causes perdues, les valeurs bafouées et leurs défenseurs souvent incompris, notamment à des époques où une large partie de l'intelligentsia se gaussait à leur simple évocation! C'est ainsi qu'il a montré ce que fut la guerre d'Indochine,

complice, se souvient : « *Le public a longtemps pensé qu'il était un va-t-en-guerre. Loin de là. Pour lui, la guerre était une malédiction. C'était quelqu'un qui appréciait les situations extrêmes dans lesquelles les hommes se révèlent véritablement... Lui-même n'était pas parti pour sauver un empire mais par fidélité à la parole donnée, par foi en son engagement.* » Dix ans vont s'écouler avant que Schoendoerffer ne retrouve le chemin du cinéma avec *Diên Biên Phu* (1992). Mais malgré d'importants moyens

financiers, le résultat est décevant. Le film, qui devait s'inscrire dans la continuité de son œuvre, est desservi par des conditions de tournage difficiles. Pour le réalisateur et scénariste, il s'agit principalement de rendre un hommage à ses camarades morts au combat.

Un homme en quête

Jacques Perrin a incarné le héros schoendoerfférien par excellence : un homme terriblement seul, mélancolique, un soldat perdu qui passe de la gloire à la marginalité. Selon l'acteur, Pierre

Schoendoerffer était perpétuellement en quête : « *Je pense que c'était toujours important pour lui le cinéma, mais c'était un accessoire pour arriver à sa vérité, la vérité de l'homme... Son combat était celui de la destinée.* » Bénédicte Chéron, elle, le perçoit comme un aristocrate de l'aventure et un témoin singulier de son époque : « *Montrer des héros lointains, des guerriers maudits, des soldats oubliés, des vaincus glorieux, des combattants du désert, des aventuriers de la jungle n'a rien de nouveau. Mais*

Pierre Schoendoerffer est le seul à le faire de manière aussi continue et systématique, sur une aussi longue période, dans un contexte qui n'est plus celui de la grande France mais de la décolonisation. » Pierre Schoendoerffer a livré sa dernière bataille après une vie entière consacrée à garder intact le souvenir du sacrifice de ses compagnons d'armes. Ses trois enfants, Frédéric, Ludovic et Amélie, sont eux aussi engagés dans le septième art, dans le sillage de leur père. ■

Grégoire Chaumeil



1991 : tournage de *Diên Biên Phu*.

1976 : présentation officielle du film *Le Crabe-Tambour*.

Paul Corcuff, Jean Péraud, Pierre Schoendoerffer, et André Lebon posent avec leur matériel photo au camp retranché de Na San.

Les reporters de guerre André Lebon et Pierre Schoendoerffer en action lors de l'opération « Mouette ».

surnommée en France la « sale guerre », en sublimant de façon simple et humaine ses combattants à travers *La 317^e section*.

Et il fit de même avec la guerre du Vietnam, rejetée massivement par l'opinion publique américaine, en dévoilant le vécu de ses boys, dans la vie quotidienne d'une section, *La Section Anderson*.

C'est ainsi qu'il fut le témoin de la tragédie algérienne, en évoquant cette déchirure profonde dans l'histoire de



France, et les tourments intérieurs des officiers qui la menaient ; ce fut *L'Honneur d'un capitaine*.

C'est ainsi qu'il défendit la cause de ceux que l'on a pu surnommer les soldats perdus, en expliquant les gran-

Par le général Bruno Dary, gouverneur militaire de Paris

deurs et servitudes du métier militaire et leur épopée durant presque vingt ans, dans *Le Crabe-Tambour*.

Et enfin, pour que le calvaire de Diên Biên Phu et que la détention qui s'en suivit ne tombent pas dans l'oubli, il

leur consacra son dernier film. Il a souvent évoqué dans ses propos, ses livres ou ses films la parabole des talents, tirée de l'Évangile ; et cette phrase du maître de maison demandant des comptes à ses serviteurs revenait comme un leitmotiv « *Qu'as-tu fait de tes talents ?* » En tout cas, lorsqu'il s'est présenté devant le Père éternel, nous pouvons être sûrs que le Bon Dieu, lui, n'a pas eu à lui demander : « *Pierre, qu'as-tu fait de tes talents ?* »



Les militaires relèvent des juridictions spécialisées de droit commun

Une promotion de l'École des fusiliers marins de Lorient assiste à un exposé sur le code de justice militaire au tribunal de grande instance de Rennes. La loi du 13 décembre 2011 constitue l'étape finale d'une transition progressive : la justice militaire en temps de paix a désormais laissé place à une justice spécialisée, exercée par des magistrats non militaires et entièrement gérée par l'institution judiciaire.

CHRISTOPHE FIARD/DICOD

Justice militaire

et citoyenneté

Sous l'Ancien Régime, les militaires étaient soumis à un régime pénal et disciplinaire spécifique. À la Révolution, ils deviennent des sujets de droit, mais peuvent être jugés par un tribunal militaire pour certains délits.

Le thème de la «judiciarisation» de l'activité militaire a pris, ces dernières années, une importance particulière. Pourtant, c'est moins la judiciarisation qui pose problème que la nature du droit appliqué. Ainsi s'est affirmée une nette tendance à soumettre les armées au droit commun ou, en tout cas, à remettre en cause la spécificité du droit militaire. La récente suppression du Tribunal aux armées de Paris en est l'expression. Elle apparaît comme l'indicateur d'une évolution profonde enracinée dans la longue histoire des relations entre la société et son armée.

Historiquement, la justice militaire a toujours été partagée entre deux exigences contradictoires : d'une part, la prise en compte de la singularité de l'activité militaire qui oblige à considérer de façon spécifique des questions aussi fondamentales que le droit de donner la mort; d'autre part, la reconnaissance du soldat comme un citoyen à part entière, disposant de tous ses droits et de toute sa responsabilité. La façon dont ces deux nécessités ont été conciliées a beaucoup évolué à travers l'Histoire. Aussi n'est-il pas inutile de se reporter au moment fondateur de la Révolution française où la question du rapport entre la nation et l'armée s'est posée avec acuité. Sous l'Ancien Régime, l'armée était constituée

de soldats professionnels soumis à un régime pénal et disciplinaire qui les excluait du corps social. La justice militaire prononçait plus ou moins arbitrairement des peines infamantes, des châtiments corporels très sévères et des condamnations à mort. Voltaire en a fait la parodie dans *Candide*, lorsque son héros doit choisir entre 72 000 coups de baguette et «recevoir à la fois douze balles de plomb dans la cervelle». Dès 1789, l'Assemblée constituante entreprit d'instaurer le règne universel de la loi égale pour tous et dut, pour cela, supprimer les privilèges et abolir les

juridictions particulières. L'armée devait devenir l'instrument de la nation après avoir été celui de la monarchie. Il fallait faire du soldat un citoyen. Par la loi du 22 septembre 1790, complétée par le code militaire du 19 octobre 1791, l'Assemblée établit une distinction entre les « fautes », passibles de sanctions disciplinaires, et les « délits », dont le jugement était renvoyé devant les juridictions civiles ou militaires selon leur nature. Le soldat devenait ainsi un sujet de droit pourvu d'une dignité dont il ne pouvait être privé que dans les conditions définies par la loi.

Éligibilité de tous à tous les grades

Ce régime pénal n'était en fait que le versant symétrique d'une politique plus globale qui intégrait également la gestion des récompenses et des promotions. Sanctions positives et négatives étaient intimement liées. La Constituante, en effet, avait reconnu le principe de l'éligibilité de tous à tous les grades, sans distinction de condition sociale. En septembre 1790, le rapporteur de cette loi avait déclaré : «*Les nouvelles lois sur l'avancement [...] n'intéressent pas seulement la fortune, mais la dignité, mais la gloire de chaque individu. Elles deviendront un moyen de plus de les attacher à la constitution. La nation connaîtra [...] que l'estime et la considération sont les liens les plus puissants que l'on puisse imposer à des hommes qui se sont fait une habitude du mépris des dangers et de la vie.*» Soumettre le soldat à la justice nécessitait aussi de lui rendre justice de ses mérites. C'est pourquoi le débat sur la judiciarisation de l'action militaire ne saurait esquiver une réflexion sur la dignité et la reconnaissance que la société accorde aux soldats. ■



Hervé Drévilhon
directeur d'études à l'Institut de recherche
stratégique de l'École militaire (Irsem)

BRUNO BIASUTTO / DICOD

L'HONNEUR ET LE SANG Les guerriers sacrifiés

Des Cadets de Saumur à l'Armée d'Afrique, de Varsovie à Diên Biên Phu, en passant par les ponts de la Loire et les plages de Provence, Pierre Darcourt



a choisi de rappeler les combats les plus héroïques de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre d'Indochine. Défaits ou victorieux, les acteurs de ces hauts faits d'armes revivent sous la plume de l'ancien grand reporter du

Figaro : les plus célèbres mais aussi de moins connus, tels l'adjudant-chef Vandenberghe, le capitaine Pham Van Phu, le lieutenant Rusconi, le capitaine Guilleminot et bien d'autres. Un livre dédié à ces « guerriers sacrifiés », comme les appelle l'auteur, qui les grave avec talent dans notre mémoire et dans notre Histoire.

Pierre Darcourt, éd. Nimrod, 224 p., 10 €

LA MARINE NATIONALE EN AFRIQUE DEPUIS LES INDÉPENDANCES 50 ans de diplomatie navale dans le golfe de Guinée



Rédigé dans le cadre d'une étude de l'état-major de la Marine, cet ouvrage analyse les enjeux d'un demi-siècle de présence navale française dans le golfe de Guinée. La Marine nationale devient, en effet, dans les années 1960, l'un des vecteurs privilégiés des relations diplomatiques entre la France et ses anciennes colonies subsahariennes. Son rôle diplomatique et stratégique se révèle déterminant au moment où les Soviétiques renforcent, dans les années 1970, leur présence en Atlantique Sud. La multiplication des crises politiques en Afrique, depuis une vingtaine d'années, bouleverse cependant peu à peu cette diplomatie navale de la France, l'incitant à recentrer définitivement son action dans un cadre européen et onusien. Un ouvrage indispensable pour préciser l'évolution des relations franco-africaines depuis cinquante ans.

Mathieu Le Hunsec, édité par le Service historique de la Défense, 332 p., 22 €

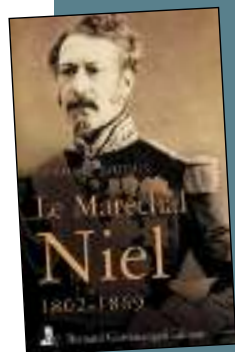
COMBATS ET OPÉRATIONS

Cette nouvelle revue trimestrielle d'histoire de l'armée française consacre son deuxième numéro à la présence française au Levant (Liban et Syrie) depuis la première expédition humanitaire dans la région en 1860. Servie par des articles de spécialistes d'histoire militaire, cette publication s'appuie sur une iconographie irréprochable et de nombreuses archives mises à disposition par le Service historique de la Défense. À lire aussi : le rôle de l'artillerie à Diên Biên Phu et l'École des fusiliers marins de Lorient.

Combats et opérations n° 2, 82 p., 9,90 €



LE MARÉCHAL NIEL, 1802-1869



Aucune légende n'est attachée au nom d'Adolphe Niel. Mort prématurément à la veille de la guerre de 1870, Niel est resté un héros inachevé dont l'influence demeure largement ignorée. Cependant, selon l'historien Stéphane Faudais, Niel fut sans doute l'officier général le plus brillant du second Empire. En 1854, il s'empare de la place forte de Bomarsund en mer Baltique. Envoyé en Crimée, il dirige le siège de Sébastopol et, en 1859, il est fait maréchal de France sur le champ de bataille de

Solferino. Malgré ses campagnes victorieuses, Niel tente de réagir face à l'illusion d'une France qui gagnerait toujours. Devenu ministre de la Guerre en 1867, il entreprend une vaste réforme de l'armée et prépare la France à une confrontation avec la Prusse, l'année où la maladie de la pierre l'emporte. Stéphane Faudais, spécialiste des campagnes militaires du second Empire, signe ici la première grande biographie de ce maréchal de France longtemps méconnu.

Stéphane Faudais, Bernard Giovanangeli Éditeur, 320 p., 19,50 €

LA GUERRE POUR L'OPINION PUBLIQUE

L'information et la communication sont des armes capables de déstabiliser toute institution et d'inverser le sort des batailles. À partir de ce constat et face aux risques de manipulation à grande échelle des nouveaux espaces médiatiques, le général Benoît Royal, chercheur au Crec (Centre de recherche des Écoles de Saint-Cyr Coëtquidan) et ancien chef du Service d'information et de relations publiques de l'armée de Terre, propose une série de contre-mesures déclinées autour de trois axes : la stratégie des nouveaux espaces ou comment agir dans les réseaux sociaux et maîtriser sa réputation électronique, la stratégie de l'imitation ou comment attaquer l'ennemi sur son propre terrain, la stratégie de la vertu ou comment rester légitime en valorisant la transparence et le comportement éthique. Un ouvrage incisif qui pose les principes d'une réflexion stratégique sur les réseaux d'information et de communication du XXI^e siècle.

Général Benoît Royal, éd. Economica, 105 p., 14 €

